

ALGÉRIE - ESTONIE
Le Président Bouteflika félicite son homologue estonien à l'occasion de la fête nationale de son pays
P. 24

ALGÉRIE - TANZANIE
Enseignement supérieur : Alger et Dodoma veulent renforcer les échanges
P. 24

ALGÉRIE - ONU
L'Algérie élue vice-présidente de la Commission du désarmement des Nations unies
P. 24

MALI - ALGÉRIE
Ibrahim Boubacar Keïta : "L'Algérie est un partenaire important"
P. 24

DÉBUT DES FESTIVITÉS MARQUANT LA CRÉATION DE L'UGTA ET LA NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

Message du Président Bouteflika à l'occasion de l'anniversaire de la création de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures

Les festivités officielles marquant le double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures (24 février) ont débuté hier à Oran. A cette occasion, un message du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a été lu par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, et dans lequel il a souligné la nécessité de s'adapter au changement et de hisser l'économie nationale aux standards mondiaux d'excellence, assurant que l'Algérie dispose des ressources suffisantes pour opérer une accélération décisive de son développement et réaliser son insertion active dans l'économie mondiale.

Pp. 4-5



► **Le Président Bouteflika appelle la jeunesse à s'investir dans l'œuvre d'édification nationale**

HABITAT
M. Temmar procède à la distribution de 1.342 logements à Médéa
P. 3

7^E CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES ANCIENS SCOUTS MUSULMANS
Le SMA Appel au renforcement de l'action scout en matière de prise en charge des préoccupations des enfants et des jeunes
P. 3

TRAVAIL
Oran : Le ministre du Travail lance un appel aux syndicats grévistes à reprendre le travail
P. 3

TRANSPORT AÉRIEN
Tassili Airlines annonce l'ouverture d'une nouvelle desserte entre Oran et Strasbourg
P. 9

SANTÉ

LE TRAVAIL de nuit augmente les risques de mourir prématurément
P.p 12-13

DEMAIN À 10H30 AU FORUM DE DK NEWS
Conférence du P-DG de Cash Assurance
P. 2

F TBALL

LIGUE 2 MOBILIS (21^E JOURNÉE) :
Le leader trébuche, les deux clubs de Béjaïa ensemble à la deuxième place
P. 21

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Une cache contenant des substances utilisées dans la fabrication d'explosifs détruite à Skikda
P. 3

DEMAIN À 10H30 AU FORUM DE DK NEWS Conférence du P-DG de Cash Assurance

Le Président directeur général de la compagnie Cash Assurance M. Mokhtar Naouri, sera l'invité du Forum de DK News, demain lundi 26 février à partir de 10h30, dans le cadre d'une conférence-débat

qui portera sur «La place de la CASH dans le marché des assurances». La rencontre aura lieu au Centre de presse de notre publication, sise 3, rue du Djurdjura, Ben Aknoun, Alger.



Horaire des prières

Dimanche 9 Joumada al thania 1439

Fajr	05:50
Dohr	13:01
Asr	16:11
Maghreb	18:43
Isha	20:03



SOLIDARITÉ M^{me} Eddalia à Bouira



La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Mme Ghania Eddalia, effectuera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bouira. Durant sa visite, la ministre s'enquerra de l'état d'avancement des travaux de réalisation de deux

centres psychopédagogiques pour enfants handicapés mentaux dans les communes de Lakhdaria et M'Chedallah.

CE MATIN AU CIC Conférence nationale sur la gestion des déchets

La ministre de l'Environnement et des Energies Renouvelables, M^{me} Fatma Zohra Zerouati, présidera ce matin à partir de 9h au Centre international des conférences, l'ouverture d'une conférence nationale consacrée à la présentation d'études concernant la gestion des déchets et la mise en place d'une stratégie nationale dans ce domaine à l'horizon 2035.

MÉDÉA Colloque national sur l'extension des surfaces irriguées



Le ministre des Ressources en Eau, M. Hocine Necib, et le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, M. Abdelkader Bouazghi, présideront ce matin à par-



tir de 9h à l'université de Médéa, les travaux d'un colloque national sur l'application du programme du Président de la République portant sur l'extension des surfaces irriguées.

BATNA Coup d'envoi de la rentrée professionnelle

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, M. Mohamed Mebarki, effectuera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Batna. Au cours de cette visite, le ministre donnera le coup d'envoi officiel de la rentrée de la formation professionnelle session février 2018.



MARDI À OUARGLA Commémoration des manifestations du 27 février 1962

Le ministre des Moudjahidine, M. Tayeb Zitouni, présidera mardi 27 février à Ouargla, la cérémonie de commémoration du 56e anniversaire des manifestations du 27 février 1962.

JEUDI 1^{ER} MARS Projection nationale du film «M»



Le film d'horreur algérien "M", sera en projection jeudi 1er mars 2018, à la salle Atlas et El Mouggar (Alger), salle Ahmed Bey (Constantine), salle Saâda (Oran) et salle des spectacles Isser (Boumerdès)



Météo

	Max	Min
Alger	14°	03°
Oran	17°	04°
Annaba	13°	08°
Béjaïa	15°	04°
Tamanrasset	21°	07°

FI ESSAMIM Emission consacrée aux règles qui régissent la profession de taxi

L'émission radio «Fi Essamim», diffusée chaque dimanche sur les ondes de la chaîne 1, sera consacrée cet après-midi de 16h à 17h, aux règles qui régissent la profession de Taxi.



CULTURE Des acteurs dans le domaine de la promotion de la lecture honorés



Le forum des Pionniers de la lecture a rendu hommage, hier à la bibliothèque nationale d'El Hamma, à plusieurs acteurs de la promotion de la lecture, dans le cadre de sa deuxième édition. Dans son allocution, le ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi a salué la performance de l'école algérienne

ainsi que les initiatives visant à promouvoir la lecture. M. Mihoubi, qui a relevé "un engouement pour la lecture en Algérie", a rappelé que son département veille à commercialiser "le livre algérien sur le marché arabe". Le forum que préside Habiballah Salmi a honoré le président du Haut conseil de la langue arabe, Salah Belaïd, le Secrétaire général du Haut-Commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, la directrice de la bibliothèque nationale, Mouni Hayet ainsi que le moudjahid Lakhdar Bouregaa. Les professeurs Abdelmadjid Keddi, Saïd Bouizri et Younes Kerrar ont été également honorés ainsi que les journalistes Djamel Chaalal, Mohamed Yaakoubi. La première édition du forum des pionniers de la lecture a été organisée l'année dernière.

DEMAIN À BOUMERDÈS 1^{er} Salon de la finance islamique en Algérie

La Chambre de commerce et d'industrie "Sahel" de la Wilaya de Boumerdès organise, du 26 au 28 février à la maison de l'environnement à Boumerdès, le 1er Salon de la finance islamique en Algérie.

Cet événement qui se tiendra sous forme d'exposition-conférences, sera scindé en deux volets: La partie conférences thématiques qui seront animées par des experts spécialisés en finances islamiques, à l'issue desquelles des connaissances très utiles seront transmises aux cadres des banques et des établissements financiers en vue d'une meilleure prise en charge de ce nouveau mode financier et enfin aux opérateurs économiques, pour s'imprégner de ce nouveau dispositif. Le volet exposition pour la présentation des produits et services financiers avec les possibilités de rencontres et d'échanges entre les institutions présentes sur la place financière en Algérie, les opérateurs économiques et le large public. Aussi, les opérateurs économiques souhaitant connaître les mécanismes de fonctionnement de ce nouveau mode de financement islamique sont invités à participer aux conférences et à visiter l'exposition pour découvrir l'ensemble des produits offerts par les établissements financiers.



CE MATIN AU SIÈGE DE L'ANCA Conférence sur «La gestion des salles des fêtes»

L'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), organise ce matin à partir de 10h30 en son siège, sis cité 444 logements Saïd Hamdine, une conférence de presse qui portera sur "Les salles des fêtes entre problèmes administratifs et promotion des services".



USTHB Journée de sensibilisation en milieu universitaire pour la création de start-up

Dans le cadre de la sensibilisation à l'entrepreneuriat et à l'innovation, la Fondation de l'innovation et des perspectives économiques, en collaboration avec l'Université des sciences et des technologies Houari Boumediene, organise aujourd'hui à l'auditorium de l'USTHB, une journée de sensibilisation en milieu universitaire pour la création de start-up.

TRAVAIL

Oran : le ministre du Travail lance un appel aux syndicats grévistes à reprendre le travail

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a lancé, vendredi à partir d'Oran, un appel aux syndicats grévistes des secteurs de l'éducation nationale et de la santé à revenir à la raison et à rejoindre leurs postes de travail, soulignant que les portes du dialogue sont toujours ouvertes.

Au cours d'un point de presse organisé en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la capitale de l'Ouest, le ministre a ajouté que le dialogue permet de trouver des solutions aux problèmes de chaque secteur, car l'Etat possède les mécanismes nécessaires pour trouver les solutions idoines aux problèmes dans tous les secteurs.

Le ministre a soutenu que la persistance dans la grève ne fait que nuire aux intérêts directs des malades et des élèves. Nous sommes conscients qu'il y a des problèmes dans ces secteurs, mais il y a également un développement notable dans les secteurs de l'éducation nationale et de la santé et même si les revendications des grévistes sont légitimes, il ne demeure pas moins que le moyen utilisé par les syndicats pour les demander est illégal, car la justice a déclaré ces mouvements illégaux, a indiqué le ministre.

Il a également estimé que la grève permet aux syndicats d'attirer l'attention et c'est chose faite.

Maintenant, il reste le dialogue comme moyen de trouver des solutions à tous les problèmes, a-t-il précisé.

Nous avons rencontré les syndicats grévistes de l'éducation et nous leur avons demandé de reprendre le travail car, leur action est illégale, et que nous leur serviront d'avocats pour satisfaire leurs revendications, mais ces syndicats ont persisté dans leur logique et la justice a tranché et que toutes les parties doivent respecter la décision de la justice, a encore précisé M. Zemali.

Aujourd'hui, nous ne pouvons même pas servir d'intermédiaire, surtout que le mouvement a été déclaré



illégal, a-t-il encore indiqué, soulignant que les grévistes sont en état d'abandon de poste dont les mesures légales sont connues. Sur un autre plan, concernant l'élaboration de la liste des métiers pénibles, M. Zemali a indiqué qu'un comité spécialisé a été mis en place et dont la mission consiste à définir les critères déterminant les pénibilités de ces métiers, ajoutant que le comité associera toutes les parties concernées pour déterminer les critères scientifiques d'un métier pénible.

Auparavant, le ministre a inauguré, au centre-ville, la maison des personnes stomisées, un centre dépendant de l'Office National d'Appareillage et Accessoires pour Personnes Handicapées (ONAAAPH) qui vient d'être rénové et modernisé et qui prend en charge aux besoins spécifiques.

En effet, le centre, qui prend en charge, actuellement, quelque 540 malades, fournit des poches médicales,

des sondes urinaires et des accessoires pour les malades stomisés.

D'autre part, M. Zemali, a également inauguré une antenne de l'ONAAAPH spécialisé dans les prothèses auditives, sis au niveau du centre-payeur de la CNAS de haï Badr.

Ce centre prend en charge quelque 1.000 enfants malentendants et permet de désengorger le centre d'Alger sis à Benaknoun, l'unique centre du pays, jusque-là.

A noter que le centre a distribué quelque 9.400 prothèses auditives, remboursables par la CNAS.

De son côté, l'ONAAAPH a distribué, en 2017, quelque 80.000 appareillages orthopédiques et 11.000 aides techniques à la marche.

Le ministre a procédé également à l'inauguration du club des travailleurs de la CNAS, un club offrant diverses activités aux travailleurs, culturelles, sportives et de loisirs notamment.

HABITAT

M. Temmar procède à la distribution de 1.342 logements à Médéa

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a procédé hier à Médéa à la distribution d'un quota de 1.342 logements, tous types confondus, répartis à travers plusieurs communes de la wilaya.

Le ministre a procédé, au cours d'une cérémonie organisée au pôle universitaire de Médéa, à la remise de décisions d'attribution et de clés de logements publics locatifs (LPL) et logements sociaux participatifs (LSP) à leurs bénéficiaires, issus de 16 communes de la wilaya.

Le quota distribué englobe 956 logements publics locatifs répartis sur 13 communes, 106 logements sociaux participatifs (LSP) répartis sur trois communes : Ouamri, Berrouaghia et Chellalet-El-Adhaoura.

M. Tammar a également remis des décisions de financement de logements ruraux à 280 bénéficiaires, issus de 20 communes de la wilaya.

Par ailleurs, selon les services de la wilaya, un autre quota de 600 logements LPL et LSP, sera distribué mars prochain. Aussi, il est prévu la réception, courant 2018, de pas moins de 7.100 nouveaux logements, a-t-on révélé.

Pour rappel, un précédent quota de 587 logements (LPL et LSP) avait été distribué début janvier au niveau de la wilaya de Médéa.

L'opération avait concerné sept communes, à savoir Ain-Boucif, Tamesguida, Hannacha, Si-Mahdjoub, Mihoub, Mezghena et Ksar-el-Boukhari.

7^E CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES ANCIENS SCOUTS MUSULMANS Le SMA appelle au renforcement de l'action scout en matière de prise en charge des préoccupations des enfants et des jeunes

Les participants aux travaux du 7^e congrès de l'Association des anciens scouts musulmans (SMA) ont plaidé vendredi à Alger pour le "renforcement de l'action scout en matière de prise en charge des préoccupations des enfants et des jeunes".

Dans les recommandations sanctionnant les travaux de leur congrès de trois jours, les participants ont appelé à renforcer l'action scout, notamment de proximité, au service de la consécration d'une éducation saine respectueuse des constantes de la nation en vue de former des citoyens imprégnés des valeurs de solidarité, d'entraide et d'amour de la patrie.

Les participants ont appelé à accorder davantage d'intérêt aux personnes aux besoins spécifiques dans les actions de l'Association des anciens SMA par la mise en place de mécanismes d'intégration de cette frange de la société et à élargir la présence de l'Association à travers les différentes wilayas.

Ils ont également plaidé pour la promotion du patrimoine culturel amazigh pour la préservation des éléments constitutifs de l'identité nationale, saluant la décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de consacrer Yennayer journée chômée et payée.

Les participants ont, par ailleurs, insisté sur la nécessité de soutenir l'Association et de généraliser les activités scoutées dans la société par l'intensification des actions de proximité. Ils ont aussi appelé à promouvoir la coopération scoutée aux niveaux arabe et international, tout en demeurant attaché au serment des chouhada de la Guerre de libération nationale pour préserver la mémoire nationale. Lors des travaux de ce 7^e congrès, Mustapha Saâdoun a été plébiscité en tant que commandant général de l'Association des anciens SMA succédant ainsi à Messaoud Touati qui a été désigné président d'honneur.

Les membres du conseil national et du bureau national de l'Association ont également été élus.

AP3

Le SG de l'UGTA appelle les syndicalistes à favoriser le dialogue et à préserver la stabilité

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Saïd, a appelé, vendredi, à partir d'Oran, les syndicalistes à "favoriser le dialogue" et à préserver la paix et la stabilité du pays.

"Le militantisme noble ne peut se construire que sur le socle de la stabilité et de la paix, basé sur le dialogue", a souligné Abdelmadjid Sidi Saïd, à l'ouverture de la 10^{ème} conférence de renouvellement du syndicat de Sonatrach, appelant les syndicalistes à "faire preuve de vigilance à d'éventuelles manipulations visant à désta-

biliser le pays". Le même patron de l'UGTA a encouragé les syndicalistes à "favoriser le dialogue dans la résolution des conflits" estimant que "la violence n'a jamais apporté de solutions aux problèmes". Rappelant les drames vécus par les Algériens durant la décennie noire, il a appelé les syndicalistes à "ne pas faire échos aux voix qui appellent à la sédition et à la division, notamment celles provenant de l'extérieur et qui ne veulent pas le bien de l'Algérie". Pour sa part, le SG de la fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie, Hammou Touahria, a invité les syndica-

listes à rester "unis" et ne pas entrer dans des polémiques qui n'apportent finalement pas des solutions aux problèmes posés. A ce propos, il a salué les efforts de la Direction générale du groupe Sonatrach pour la prise en charge des préoccupations et les problèmes socioprofessionnels des travailleurs, à l'instar du dossier des retraités, avec une injection financière au Fonds complémentaire des retraités qui va permettre aux travailleurs sortants de recouvrer une indemnité de départ en retraite. Cette rencontre qui a réuni les syndicalistes des différents secteurs des hydro-

carbures, a été marquée par la présence du PDG du Groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour et celui du Groupe Sonelgaz Mohamed Arkab, le SG de l'UGTA Abdelmadjid Sidi Saïd, le SG du syndicat national de Sonatrach Djerroud Khellaf ainsi que le SG de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie Hammou Touahria.

La rencontre se tient à la veille de la célébration, samedi à Oran, du double anniversaire de la création de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures, rap-

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Une cache contenant des substances utilisées dans la fabrication d'explosifs détruite à Skikda (MDN)

Une cache contenant des substances utilisées dans la fabrication d'explosifs a été découverte et détruite mercredi à Skikda, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), alors qu'un autre détachement a intercepté, à Laghouat, 1.479 balles de différents calibres, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 23 février 2018, à

Skikda/5^e Région militaire, une cache contenant des substances utilisées dans la fabrication d'explosifs ainsi que d'autres objets", précise le MDN. De même, "un autre détachement de l'Armée Nationale Populaire a intercepté, à Laghouat/4^e RM, (1.479) balles de différents calibres", ajoute le même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande, "un détachement de l'ANP a arrêté à In Salah/6^e RM, sept (7) contrebandiers et a saisi deux (2) fusils de chasse, une quantité de munition et des produits de détonation, deux (2) véhi-

cules", tandis qu'il a saisi à In Guezam/6^e RM, "trois (3) groupes électrogènes, un (1) détecteur de métaux, trois (3) marteaux piqueurs, ainsi que (42) tonnes de farines, un (1) véhicule tout-terrain et un (1) camion".

Un autre détachement de l'ANP a arrêté à Ghardaïa/4^e RM, "deux (2) narco-trafiquants et a saisi (60.790) comprimés psychotropes". Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté "(3) immigrants de différentes nationalités à Sétif et Batna".

DÉBUT DES FESTIVITÉS MARQUANT DE LA CRÉATION DE L'UGTA ET DES HYDROCARBURES

Les festivités officielles marquant le double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures (24 février) ont débuté samedi à Oran. A cette occasion, un message du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a été lu par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, et dans lequel il a souligné la nécessité de s'adapter au changement et de hisser l'économie nationale aux standards mondiaux d'excellence, assurant que l'Algérie dispose des ressources suffisantes pour opérer une accélération décisive de son développement et réaliser son insertion active dans l'économie mondiale. Les festivités officielles célébrant ce double anniversaire se déroulent en présence des ministres de la Justice, garde des Sceaux, du ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, des PDG des groupes Sonatrach et Sonelgaz ainsi que du Secrétaire général de l'UGTA, du président du FCE, de représentants d'organisations syndicales et des autorités locales.

Message du Président Bouteflika à l'occasion de l'anniversaire des hydrocarbures de la création de l'UGTA et de la nationalisation

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, dont voici le texte intégral :

"Mesdames et Messieurs, Nous célébrons, en ce même 24 février, l'anniversaire de la création de l'Union Générale des Travailleurs Algériens en 1956 et celui de la nationalisation des hydrocarbures en 1971.

Il s'agit là de deux dates d'une grande portée symbolique.

Nous les commémorons, chaque année, pour galvaniser notre détermination à relever les défis d'aujourd'hui et à construire l'Algérie de demain.

Ces deux accomplissements historiques sont porteurs d'une leçon qui doit guider notre conduite quotidienne, car ils ont été la traduction concrète de la capacité du peuple algérien de se surpasser chaque fois qu'il s'engage pour un but déterminant pour son destin.

Le but de leur commémoration est aussi d'inspirer notre jeunesse et de lui insuffler l'ambition de s'investir corps et âme dans l'œuvre d'édification nationale.

En rappelant le combat héroïque des travailleurs pour la libération de la patrie du colonialisme et leur courageuse mobilisation qui a permis de gagner le pari de la nationalisation des hydrocarbures, le 24 Février ont été prolongés par les sacrifices consentis par les travailleuses et les travailleurs algériens durant la décennie noire pour défendre l'outil de production et permettre la survie de notre économie face au déchaînement de la violence terroriste.

Ce faisant, ils ont démontré qu'ils sont et demeurent les dignes dépositaires du legs des héros du mouvement ouvrier national, de Aïssat Idir à Abdelhak Benhamouda.

En cette occasion, nous devons rendre hommage aussi bien aux femmes et aux hommes de Novembre, ces travailleurs qui ont permis l'espoir et ouvert des perspectives nouvelles à notre pays, ainsi qu'à celles et ceux qui ont défié la violence terroriste et donné leur vie, pour permettre à notre pays de survivre, de sortir de son épreuve.

Je saisis cette opportunité pour appeler les travailleuses et les travailleurs et particulièrement notre jeunesse à se mobiliser, plus que jamais, pour relancer notre économie, construire l'Algérie forte qui offrira à tous ses enfants les conditions de vie et de travail souhaitables pour tous.

Mesdames et Messieurs,

Nous nous trouvons aujourd'hui face à des challenges déterminants pour l'avenir de notre pays.

La crise économique qui a perturbé les fondamentaux économiques mondiaux, par ses conséquences multidimensionnelles, nous interpelle pour bien fixer notre choix des meilleurs voies et moyens de réaliser l'essor de notre économie.

Le déséquilibre des marchés pétroliers et ses conséquences sur nos équilibres macro-économiques implique pour nous la nécessité de sortir de la dépendance de notre économie des revenus des hydrocarbures et de nous atteler à diversifier nos sources de revenus en créant de la richesse.

Nous devons nous adapter au changement en hissant notre économie, nos entreprises, nos universités aux standards mondiaux d'excellence et de compétitivité tout en restant fidèles à notre doctrine en matière de politique sociale et de solidarité nationale.

Nous en avons les capacités, nous avons le potentiel requis et nous en avons l'ambition.

Notre conviction est que la puissance des Etats repose désormais sur la faculté d'anticipation conjuguée à la compétitivité de leurs économies nationales, elles-mêmes articulées autour de la recherche et développement.



Seuls survivent les meilleurs, ceux en mesure d'anticiper le futur, de s'organiser pour le conquérir.

Dans ce monde nouveau, le savoir est à la base de la création de richesses, l'innovation fonde l'avantage concurrentiel des nations et en détermine la puissance.

Notre pays dispose des ressources suffisantes pour opérer une accélération décisive de notre développement et réaliser notre insertion active dans l'économie mondiale.

Mesdames et Messieurs,

Il nous incombe de régénérer la symbolique de Novembre de sorte que le patriotisme s'inscrive dans l'esprit de notre jeunesse, dans une perspective d'innovation, de créativité, de compétitivité et de quête de l'excellence.

Le gouvernement a été instruit pour inscrire la relance de notre économie dans cette perspective et faire en sorte qu'elle fédère les forces vives de notre pays et repose sur l'énergie de notre jeunesse.

Cette jeunesse ne doit plus entrevoir son avenir à travers le prisme des variations des prix du pétrole.

Nous devons donc tirer les enseignements qui s'imposent et remettre en cause les distorsions structurelles de notre économie qui ont rendu possible notre exposition excessive à la crise qui a marqué les marchés pétroliers depuis 2014.

Les travailleurs sont sur la ligne de front, car l'industrie est au cœur du processus de relance de notre économie.

Plus que jamais, les travailleurs sont la force motrice du développement de notre pays.

Plus que jamais, l'entrepreneuriat est au cœur de la puissance de l'économie et l'entreprise, qu'elle soit publique ou privée, est le levier de l'essor économique.

C'est par son pouvoir innovant, sa compétitivité, sa capacité à créer des richesses et des emplois que nous pouvons dépasser efficacement la crise et entrevoir un avenir à la mesure de nos potentiels économiques et humains.

J'ai instruit le gouvernement pour prendre la mesure des enjeux et définir les grands axes d'une action structurante à long terme en vue de moderniser le tissu industriel pour le porter aux standards internationaux de compétitivité et d'excellence technologique.

Il lui revient d'agir en profondeur sur la gouvernance économique des structures de l'Etat et des entreprises publiques, de créer les conditions de la cohérence des processus industriels en encourageant les dynamiques d'intégration verticale des chaînes de valeurs, en stimulant l'innovation et en multipliant les synergies.

Le secteur public marchand doit jouer un rôle moteur dans cette dynamique.

En même temps, le secteur privé devra être encouragé et bénéficier d'incitations à investir et à innover. La nouvelle loi sur la petite et moyenne entreprise va dans ce sens et met en place les dispositifs nécessaires à l'émergence

d'un large tissu d'entreprises compétitives.

La victoire du 24 février 1971 a été et restera une grande date dans le processus du recouvrement de notre souveraineté à travers la nationalisation des hydrocarbures et l'affirmation de la SONATRACH comme porte-drapeau efficace de notre industrie des hydrocarbures.

L'Algérie ne doit plus se suffire d'être un simple exportateur d'hydrocarbures, mais fructifier son génie national afin de s'imposer comme un acteur économique performant et compétitif.

Ce faisant, nous réduirons notre vulnérabilité aux cycles imprévisibles des marchés pétroliers et ferons de la richesse, que sont les hydrocarbures, une chance réelle de développement pour notre pays.

Je sais que nos travailleuses et travailleurs s'y attellent avec force et détermination, c'est pourquoi je veux les assurer de tout mon soutien et de toute ma confiance dans l'effort qu'ils sont en train de déployer avec abnégation et un sens patriotique élevé.

L'Algérie est déjà un acteur énergétique important, nous devons en profiter pour développer une économie souveraine et diversifiée.

A cet égard, l'industrie pétrochimique, qui est en train de prendre son élan, devra être encouragée davantage pour valoriser nos hydrocarbures.

L'ensoleillement naturel exceptionnel de notre pays autorise, par ailleurs, des plus hautes ambitions dans une transition énergétique volontariste et visionnaire.

L'ambitieux projet de réalisation de 22 gigawatts avec, notamment, des centrales solaires devra être, en ce sens, un projet structurant au plus haut point.

Il doit reposer sur une composante industrielle à même de mettre pleinement à contribution notre génie national et d'assurer la création de richesses et d'emplois.

Dans de nombreux domaines d'avenir, nous disposons de ressources qui nous qualifient pour accéder au cercle des leaders et devenir un acteur performant dans la transition énergétique. J'accorde une très grande importance à cet objectif et insiste pour que nous adoptions une attitude volontariste et visionnaire, mobilisant toutes nos entreprises et nos universités.

Notre attachement au développement d'une économie de plus en plus diversifiée nous amène à rappeler l'importance que doit revêtir le secteur de l'agriculture en tant que gisement important d'emplois et source d'amélioration de la sécurité alimentaire du pays.

Les importants atouts de notre pays en matière touristique doivent encourager nos opérateurs à développer davantage ce secteur qui pourra être une source non négligeable de revenus extérieurs. L'économie des services, qui s'affirme de plus en plus dans notre pays, est un secteur d'avenir dans lequel notre jeunesse aura à relever des défis à la hauteur de ses capacités et à doter ainsi l'ensemble de l'économie nationale des outils de sa modernisation effective.



•••

Mesdames et Messieurs,

Le gouvernement doit veiller à promouvoir la production nationale à travers la mise en place des conditions à même d'améliorer la compétitivité et la qualité des produits nationaux.

Nous devons adopter une conduite patriotique économique offensive qui verra l'Etat, loin de s'enfermer dans un protectionnisme stérilisant pour les entreprises nationales, fonder sa politique sur la modernisation du tissu industriel et la saine émulation entre entreprises publiques et privées dans le respect de l'éthique et des intérêts suprêmes de la Nation.

Les nouvelles technologies de l'information doivent requérir toute notre attention du fait de leur transversalité par rapport au système productif et leur fort impact dans la compétitivité des processus industriels.

La révolution numérique est un pré-supposé qui doit constituer la trame de notre ambition industrielle.

Beaucoup reste à faire dans ce domaine, j'appelle tous les acteurs concernés à s'y investir résolument.

Ils bénéficieront de tout mon soutien, mais aussi de mon exigeante attention.

La diversification de notre économie devra s'appuyer, de plus en plus, sur des activités plus intenses en technologie et à forte valeur ajoutée, qui devra induire un repeuplement industriel qualitatif et en phase avec les évolutions structurelles de l'industrie mondiale.

Le principe de la préférence nationale prévaudra rigoureusement dans les commandes publiques de même que nous encouragerons les produits nationaux à gagner en compétitivité et occuper une place majeure sur le marché national et à trouver une place dans les marchés internationaux.

Le gouvernement accorde la priorité aux activités de valorisation des ressources naturelles pour bénéficier de nos avantages comparatifs.

Le capital humain étant la clé de la réussite et le signe le plus évident de la puissance des Nations, nous veillerons, sans relâche, à ce que notre pays, si riche en intelligence aussi bien présente localement que disséminée à travers le monde, accède à l'excellence de ses universités et à un haut niveau technologique de ses entreprises.

Mesdames et Messieurs,

Les convulsions actuelles des marchés pétroliers, qui frappent tous les pays producteurs, ne pouvaient pas ne pas affecter notre économie.

Nous avons œuvré à renforcer la capacité de résilience de notre économie en engageant une politique volontariste de désendettement.

Cette politique a porté ses fruits puisque nous sommes en mesure d'affronter cette crise avec sang-froid, avec détermination, tout en étant rassurés quant à nos marges de manœuvres en mesure de nous permettre de mener un plan d'action efficace de sortie de crise.

Dans le même temps, notre pays fait face à l'instabilité récurrente de nos frontières qui nous impose vigilance et attention accrue dans nos approches en même temps qu'elle représente un coût économique dont tout le monde doit être conscient. Ceci nous impose la plus grande rigueur dans l'allocation de nos ressources et nous encourage à aller encore plus loin dans notre politique de réformes.

Cette politique doit identifier les niches d'économie et de rationalisation des dépenses, mettre l'accent sur la compétitivité, les gains de productivité et la rigueur dans la gestion. Il reste fondamental pour nous que cette quête d'une plus grande rigueur dans la gestion ne puisse pas affecter les bas revenus ni sacrifier les principes de justice sociale et de solidarité nationale qui fondent notre action. Il me faut aussi rappeler que les acquis sociaux, la réduction durable du niveau de chômage ainsi que les nombreuses réalisations socio-économiques n'ont pu être obtenus que grâce au rétablissement de la paix et à la stabilité qui ont prévalu tout au long de ces dernières années.

Le développement, tel que nous le concevons, n'a de sens que s'il vise à améliorer les conditions de vie des citoyens à travers l'ensemble du territoire national, notamment les créateurs de richesse, c'est-à-dire les travailleurs dans toute leur diversité.

L'étendue de notre territoire, qui est un avantage certain, nous impose une politique de développement inventive, soucieuse de justice sociale qu'il nous revient aujourd'hui de mener dans une situation exceptionnelle où la diversification de notre économie, dans un contexte de crise, impose rigueur et moralisation de la gouvernance.

J'accorde une grande attention à ces questions stratégiques.

La diversification et la compétitivité de l'économie constituent un impératif devenu plus crucial dans le contexte de crise pétrolière que nous traversons.

Nous ne pourrions le concrétiser sans la mobilisation résolue de toutes nos forces vives, de l'ensemble des travailleurs et des cadres, des femmes et des hommes qui font la force de notre pays.

A ce prix, nous vaincrons les difficultés et poursuivrons notre marche vers le progrès. Je n'ai jamais douté un seul instant de la disponibilité de tous pour relever ce défi. J'encourage, dans ce sens, les travailleurs à veiller à ce que la défense légitime et vigilante de leurs droits aille de pair avec l'observation effective et régulière de leurs devoirs et obligations, dans cette phase si cruciale du développement national.

Mesdames et Messieurs,

La commémoration du 24 Février a été une nouvelle fois une occasion de nous ressourcer dans l'épopée de notre peuple qui lui a permis d'arracher son indépendance et sa liberté et de conforter sa souveraineté économique.

J'ai personnellement saisi cette occasion, aujourd'hui, pour partager avec vous mes convictions et mes ambitions pour le développement économique et social de notre pays, des ambitions qui sont réellement à la portée de l'Algérie, à votre portée, mes chers compatriotes, pour autant que nous nous attelions encore et toujours à l'effort, à la construction et même parfois au sacrifice avec cette détermination reconnue à notre peuple, une détermination qui lui a, à chaque fois, permis de transcender les épreuves, comme ce fut le cas récemment face à la tragédie nationale.

Soyons donc, aujourd'hui encore, à la hauteur des enjeux et des défis.

C'est là, sans doute, le meilleur hommage que nous pouvons rendre à ceux qui se sont sacrifiés pour notre indépendance et pour la sauvegarde de notre pays".

APS

Le Président Bouteflika appelle la jeunesse à s'investir dans l'œuvre d'édification nationale

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a indiqué hier que l'anniversaire de la création de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) en 1956 et celui de la nationalisation des hydrocarbures en 1971 constituaient deux dates "d'une grande portée symbolique", appelant la jeunesse à s'investir dans l'œuvre d'édification nationale.

"Nous célébrons, en ce même 24 février, l'anniversaire de la création de l'Union Générale des Travailleurs Algériens en 1956 et celui de la nationalisation des hydrocarbures en 1971. Il s'agit là de deux dates d'une grande portée symbolique", a souligné le chef de l'Etat dans un message à l'occasion du double anniversaire de la création de la Centrale syndicale et de la nationalisation des hydrocarbures, lu en son nom par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh.

"Nous les commémorons, chaque année, pour galvaniser notre détermination à relever les défis d'aujourd'hui et à construire l'Algérie de demain", a ajouté le Président Bouteflika, précisant que "ces deux accomplissements historiques sont porteurs d'une leçon qui doit guider notre conduite quotidienne, car ils ont été la traduction concrète de la capacité du peuple algérien de se surpasser chaque fois qu'il s'engage pour un but déterminant pour son destin".

"Le but de leur commémoration est aussi d'inspirer notre jeunesse et de lui insuffler l'ambition de s'investir corps et âme dans l'œuvre d'édification nationale", a-t-il poursuivi. Pour le chef de l'Etat, "le combat héroïque des travailleurs pour la libération de la patrie du colonialisme et leur courageuse mobilisation qui a permis de gagner le pari de la nationalisation des hydrocarbures, le 24 Février, ont été prolongés par les sacrifices consentis par les travailleuses et les travailleurs algériens durant la décennie noire pour défendre l'outil de production et permettre la survie

de notre économie face au déchaînement de la violence terroriste. Ce faisant, ils ont démontré qu'ils sont et demeurent les dignes dépositaires du legs des héros du mouvement ouvrier national, de Aïssat Idir à Abdelhak Benhamou".

Le Président Bouteflika a tenu à rendre hommage "aussi bien aux femmes et aux hommes de Novembre, ces travailleurs qui ont permis l'espoir et ouvert des perspectives nouvelles à notre pays, ainsi qu'à celles et ceux qui ont défilé la violence terroriste et donné leur vie, pour permettre à notre pays de survivre, de sortir de son épreuve".

A cette occasion, le chef de l'Etat a appelé "les travailleuses et les travailleurs et particulièrement notre jeunesse à se mobiliser, plus que jamais, pour relancer notre économie, construire l'Algérie forte qui offrira à tous ses enfants les conditions de vie et de travail souhaitables pour tous". Par ailleurs, le président Bouteflika a affirmé que le développement "n'a de sens que s'il vise à améliorer les conditions de vie des citoyens à travers l'ensemble du territoire national, notamment les créateurs de richesse, c'est-à-dire les travailleurs dans toute leur diversité".

"L'étendue de notre territoire, qui est un avantage certain, nous impose une politique de développement inventive, soucieuse de justice sociale qu'il nous revient aujourd'hui de mener dans une situation exceptionnelle où la diversification de notre économie, dans un contexte de crise, impose rigueur et moralisation de la gouvernance", a-t-il expliqué, assurant qu'il accordait une "grande attention" à ces questions "stratégiques".

En outre, le président de la République a encouragé les travailleurs "à veiller à ce que la défense légitime et vigilante de leurs droits aille de pair avec l'observation effective et régulière de leurs devoirs et obligations, dans cette phase si cruciale du développement national".

Le syndicat national de Sonatrach renouvelle sa confiance en son Secrétaire général

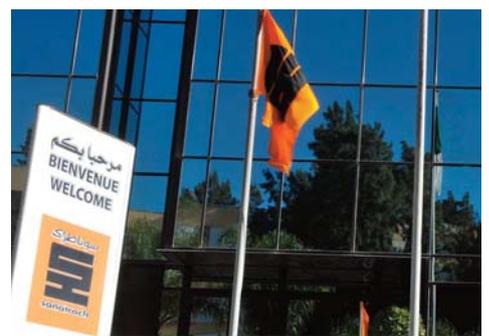
Le syndicat national du Groupe Sonatrach a renouvelé, vendredi à Oran, sa confiance en son secrétaire général, Djarroud Khellaf, à l'issue de la 10ème conférence du renouvellement de ce syndicat.

Le SG du syndicat national de Sonatrach a vu son mandat renouvelé pour quatre autres années, à l'unanimité par les syndicalistes délégués

des différentes filières du groupe Sonatrach. M. Djarroud a rappelé, dans son intervention d'ouverture de cette 10ème conférence, "les acquis concrétisés par le syndicat au cours du mandat accompli, comme le dossier de tiers-payant qui garantit une prise en charge médicale de qualité et la Prime complémentaire des retraités (PCR)".

Il s'agit d'une des principales revendications du Syndicat national Sonatrach pour assurer une couverture médicale optimale aux travailleurs et ne pas léser sur aucun moyen pour protéger leur capitale santé, a-t-il souligné ajoutant que la PCR concerne les hommes et les femmes qui ont fait de Sonatrach ce qu'elle est aujourd'hui mais aussi les retraités de demain.

Cette conférence a été, par ailleurs, l'occasion de lancer le site Internet de la Fédération des travailleurs du pétrole,



du gaz et de la chimie ainsi qu'une cellule d'écoute pour prendre en charge les préoccupations et les problèmes des travailleurs.

Cette rencontre qui a réuni les syndicalistes des différents secteurs des hydrocarbures, a été marquée par la présence du PDG du Groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour et celui du Groupe Sonelgaz Mohamed Arkab, le SG de l'UGTA Abdelmadjid Sidi Said, le SG du syndicat national de Sonatrach Djarroud Khellaf ainsi que le SG de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie Hamou Touahri.

La rencontre s'est tenue la veille de la célébration, hier à Oran, du double anniversaire de la création de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures.

APS

CANADA

L'inflation ralentit de 1,7% en janvier sur un an au Canada



L'inflation a ralenti à 1,7% en janvier sur un an au Canada mais des hausses de prix ont été observées dans toutes les grandes catégories de l'économie, a annoncé l'institut de la statistique.

En décembre, l'indice des prix à la consommation (IPC) avait augmenté de 1,9% par rapport au même mois de 2016.

La hausse de janvier est plus forte que le rythme de 1,5% prévu par les économistes selon la moyenne de leurs prévisions.

Les prix des transports, des aliments, du logement et du tabac ont connu les hausses les plus sensibles.

Comme en décembre, c'est une nouvelle fois dans les transports que les prix ont augmenté le plus en janvier (3,2% sur un an).

L'inflation dans les transports a cependant été atténuée par une hausse moins marquée des prix des véhicules (1,4%) et de l'essence (7,8%) qu'en décembre.

Les prix de l'alimentation ont augmenté de 2,3% d'une année à l'autre en janvier, soit la hausse des prix la plus marquée depuis avril 2016, a indiqué Statistique Canada.

Cette augmentation a été entraînée par les repas pris au restaurant (3,7%), ainsi que par les légumes (9%) et les fruits frais (2,8%).

Pour le logement, la hausse des prix a été de 1,4% en janvier sur un an, sous l'impact de l'ameublement et de la téléphonie.

Hors éléments les plus volatils comme l'alimentation et les carburants, l'indice des prix a aussi augmenté de 1,7% en janvier, une hausse identique à celle de décembre, selon Statistique Canada.

EMPLOI

Afrique: nécessité de créer plus d'emplois non agricoles en zones rurales (FAO)

L'agriculture générera encore des emplois en Afrique durant les dix prochaines années, mais il est important d'explorer d'autres opportunités au-delà, a déclaré à Khartoum le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies chargée de l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. José Graziano da Silva, rapporte cette agence de l'ONU sur son site web. Selon Mda Silva, il est important d'explorer d'autres opportunités au-delà de l'agriculture, notamment au niveau de la chaîne alimentaire afin de créer assez d'emplois pour les jeunes, en particulier dans les zones rurales.

"Les pays doivent promouvoir des transformations rurales et structurales qui encourageront les synergies entre les activités agricoles et non-agricoles et qui renforceront les liens entre les zones rurales et les villes", a-t-il indiqué.

Ces transformations se manifesteront notamment au niveau du traitement, de l'emballage, du transport, de la distribution, de la commercialisation et des services, en particulier des services financiers et commerciaux, a-t-il ajouté.

M. Graziano da Silva s'exprimait à l'occasion de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, dont le thème principal porte sur la création d'emplois décents et attractifs sur le continent, le plus jeune au monde tenant compte de la moyenne d'âge de la population.

12 millions d'emplois à créer chaque année

Plusieurs estimations suggèrent que près de 12 millions d'emplois devront être créés chaque année afin d'absorber les nouvelles arrivées sur le marché du travail ces 20 prochaines années en Afrique. Aujourd'hui, près de 54% de la main d'œuvre africaine dépend du secteur agricole lorsqu'il s'agit de moyens d'existence, de revenus et d'emplois.

Cela est particulièrement vrai pour l'agriculture familiale.

Avec de plus en plus de gens se déplaçant vers les villes, la demande sur les marchés alimentaires urbains augmentera, ce qui devrait avoir pour effet de générer des opportunités



d'emploi au niveau des activités agricoles.

Selon la FAO, davantage doit être fait pour créer des emplois non-agricoles en zone rurale, comme par exemple l'agrotourisme ou encore d'autres services.

D'autre part, M. Graziano da Silva a évoqué le programme régional de "la FAO Emploi des jeunes" consistant en exploiter les débouchés dans les secteurs agricoles et ruraux en Afrique, qui va au-delà des emplois agricoles traditionnels et cherche à développer les capacités, ainsi que des approches innovantes à travers des programmes et des partenariats.

"Il est plus que jamais essentiel de créer des partenariats stratégiques afin de réunir l'Union africaine, la Banque africaine de développement, le système onusien et d'autres partenaires de développement", a indiqué le Dg de la FAO. Il a néanmoins averti

que des marchés urbains plus profitables pouvaient conduire à une concentration de la production alimentaire dans de grandes fermes commerciales et à la création de chaînes de valeur dominées par de grands transformateurs et distributeurs, souligne-t-il.

"Dans cette optique, les petits exploitants agricoles et les agriculteurs familiaux ont besoin de politiques et de réglementations spécifiques.

Il sera notamment question de faciliter leur accès aux intrants, aux crédits, à la technologie et d'améliorer leurs régimes fonciers", a ajouté M.

José Graziano da Silva. Il a de même insisté sur la manière dont les programmes de protection sociale et les transferts d'argent étaient en mesure de connecter les achats publics alimentaires à la production agricole familiale.

PÉTROLE

Le prix du panier de l'Opep à 63,08 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi jeudi à 63,08 dollars le baril, contre 62,50 dollars la veille, a indiqué vendredi l'Organisation sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze (14) types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Vendredi, les cours du pétrole bougeaient peu en cours d'échanges européens, temporisant après avoir grimpé en raison de stocks américains plus faibles que prévu. Dans l'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 66,50 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 11 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance prenait 7 cents à 62,84 dollars.

Les cours reprenaient leur souffle au lendemain de la publication par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) d'un recul inattendu des stocks de pétrole brut aux Etats-Unis la semaine dernière.

Les marchés tablaient sur une nouvelle augmentation des réserves de brut et l'annonce d'une baisse a profité aux prix du pétrole, qui manquaient toutefois d'éléments supplémentaires pour continuer de progresser.

"Les marchés réagissent encore de façon traditionnelle aux données sur les réserves américaines, mais si le pays n'est plus un importateur net de brut, cet effet devrait diminuer", a cependant argué un analyste.

Les Etats-Unis ont en effet moins besoin de posséder des réserves massives de brut pour se protéger d'une éventuelle perturbation des importations. Les marchés se focalisaient surtout sur les exportations de brut des



Etats-Unis, qui ont atteint leur plus haut niveau depuis octobre dernier avec 2,04 millions de barils par jour. "Ce n'est pas un record, mais pas loin", a commenté un expert. Pour un autre observateur, le pétrole peine à monter plus nettement en raison d'une "combinaison de prise de bénéfices et d'inquiétudes grandissantes quant à une hausse de la production américaine".

Selon lui, les cours du pétrole restent sous la menace de lourdes pertes au cas où la progression de production aux Etats-Unis réduise à néant les efforts de l'Opep et de ses partenaires pour rééquilibrer le marché.

Dans son dernier rapport, l'Opep a une nouvelle fois revu à la hausse ses prévisions de l'offre américaine cette année, qui selon elle "demeure préoccupante", alors que les prix ont chuté la semaine dernière. Ainsi, l'organisation a revu à la hausse la croissance de l'offre non-Opep pour 2018, croissance qui devrait atteindre 1,4 million de barils par jour (mbj) (contre une croissance de 1,15 mbj attendue le mois dernier) pour atteindre une

offre totale moyenne de 59,26 mbj.

Les Etats-Unis ont majoritairement contribué à cette révision avec +0,16 mbj.

L'Opep a ainsi souligné que "la hausse de la production aux Etats-Unis demeure préoccupante" alors que l'organisation et ses partenaires, dont la Russie, ont scellé fin 2016 un accord de réduction de leur production visant à rééquilibrer l'offre et la demande mondiale et à faire remonter les prix. Si les prix ont bien augmenté depuis, les producteurs privés américains, qui ne sont pas tenus par l'accord, en ont profité pour relancer de plus belle leurs exploitations de pétrole non conventionnel, qui sont redevenues rentables. En janvier, les 14 pays de l'Opep ont pompé un total de 32,30 mbj, soit une diminution de 8.000 barils par jour par rapport à décembre, selon des sources indirectes.

La baisse de la production s'explique principalement par la chute des extractions vénézuéliennes (-47.300 b/j) provoquée par la crise économique et politique qui secoue le pays, et dans une moindre mesure par une production moins élevée en Angola.

Lors de l'International Petroleum Week, tenu à Londres, le ministre de l'énergie des Emirats arabes unis Souhail al-Mazrouei a rappelé son souhait de voir l'accord entre l'OPEP et ses partenaires se prolonger.

Des experts ont en outre rappelé que les derniers chiffres du Comité technique conjoint des pays OPEP et des pays non-OPEP (JTC) montraient que l'engagement de réduire la production a été plus que respecté en janvier, notamment en raison de perturbations au Venezuela. Mais cet effort "est compensé par la hausse de la production américaine", ont souligné des analystes, rappelant que l'accord de l'OPEP se termine fin 2018 et que son avenir doit être discuté lors de sa prochaine réunion en juin.

G5 SAHEL

414 millions d'euros de soutien financier récoltés à la conférence des donateurs à Bruxelles

La conférence internationale de haut niveau sur le Sahel organisée vendredi au siège de la Commission européenne à Bruxelles n'a permis de récolter que 414 millions d'euros de soutien financier à la force conjointe G5 Sahel destinée à lutter contre le terrorisme et le crime organisé dans la région.

Mais, pour la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, ce soutien est déjà "impressionnant" et dépasse même les attentes de l'Union européenne (UE) qui a porté à 100 millions d'euros son financement au profit de cette force militaire commune constituée par le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et la Mauritanie.

"Le soutien mobilisé est impressionnant.

Le chiffre de 414 millions d'euros va au-delà de nos attentes initiales", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec le président du Niger et président en exercice du G5 Sahel, Mahamadou Issoufou, le président de la Commission de l'Union africaine (UA) Moussa Faki Mahamat et le secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix.

L'UE a déjà fourni un montant initial de 50 millions d'euros pour la création de la force conjointe du G5 Sahel qui vise à améliorer la sécurité dans la région et à lutter contre les groupes terroristes.

Les autres Etats membres de l'UE ont promis 76 millions d'euros de contribution. Le président en exercice du G5 Sahel a appelé, à l'occasion, à assurer un "financement pérenne" à la Force conjointe, soulignant que son pays consacre déjà 15% de ses ressources budgétaires à la sécurité.

"Les financements



annoncés aujourd'hui ne couvrent, malheureusement, que la première année. Or, ne nous savons pas combien de temps notre combat va durer", a-t-il fait remarquer.

Mahamadou Issoufou a précisé, à ce titre, que les besoins de la force s'élèvent à 480 millions d'euros pour la première année et à 75 millions d'euros annuellement par la suite.

Il a appelé, dans ce contexte, les partenaires de la force conjointe G5 Sahel, à soutenir au Conseil de sécurité de l'ONU, l'initiative des pays du groupe, visant à "placer la force sous les dispositions du chapitre 7 de la Charte des Nations unies" qui précise les actions à mener "en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression".

Le président en exercice du G5 Sahel a jugé, en outre, "primordial" d'"éteindre le chaudron libyen", estimant que "le chaos qui y règne actuellement est responsable de la détérioration de la

situation dans le Sahel". Le président du Niger a estimé, par ailleurs, que la communauté internationale ne peut rester "indifférente" à la situation au Sahel et "doit apporter" son aide aux pays de la région qui n'ont participé aucunement à la décision prise à l'ONU sur la Libye et qui a provoqué aujourd'hui de graves problèmes sécuritaires dans la région.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat a souligné, quant à lui, la nécessité d'"éviter que le Sahel devienne un sanctuaire pour les terroristes", affirmant que "la menace est réelle" pour l'Europe.

Le secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix a réitéré le "soutien à 100%" de l'ONU à cette force conjointe, insistant sur l'importance que la force obtienne des résultats rapidement.

La force conjointe sera composée de troupes du

Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Burkina Faso et du Tchad et opérera dans les cinq pays.

Elle doit intensifier l'action sur la sécurité, notamment dans les zones frontalières des pays du Sahel confrontés à des menaces terroristes et sécuritaires.

Cette force disposera de forces permanentes déployées le long des frontières qui doivent être capables de fonctionner ensemble sous une structure de commandement et de communication centralisée.

La force du G5 Sahel devrait compter d'ici la mi-2018, 5.000 soldats des cinq pays impliqués.

Ils seront appelés à opérer aux côtés des 12.000 militaires de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), les 4.000 soldats de l'opération française Barkhane et un contingent américain qui opère déjà dans la région mais dont le nombre exact d'hommes reste inconnu.

GRANDE-BRETAGNE

Le numéro un de l'énergie Centrica va supprimer 4.000 emplois

Le numéro un britannique de l'énergie, Centrica, a annoncé jeudi la suppression de 4.000 emplois d'ici à 2020, soit plus de 10% de sa main d'œuvre, sur fond de perte de clients et mauvais résultats. Connu au Royaume-Uni notamment pour sa marque de fourniture d'électricité et gaz British Gas, le groupe compte actuellement quelque 33.000 employés. Confronté à une vive concurrence, il avait déjà dévoilé un premier plan de restructuration de la même ampleur en 2015 qui avait nettement réduit ses effectifs. "A la suite de la réalisation de notre programme d'économie de 750 millions de livres par an trois ans plus tôt que prévu, nous annonçons vouloir économiser 500 millions de livres de plus par an, pour arriver à un total de 1,25 milliard d'économies par an d'ici à 2020", a expliqué le groupe dans un communiqué.

Pour ce faire, il va notamment accentuer le passage au numérique pour ses interactions avec ses clients et l'utilisation de solutions à distance pour effectuer un certain nombre de tâches sur son réseau aujourd'hui accomplies par des techniciens qui se rendent sur place.

In fine, ces initiatives vont entraîner la suppression de 4.000 emplois, même si le groupe a annoncé qu'il allait créer par ailleurs 1.000 emplois, notamment dans son activité de "maison connectée" visant à rationaliser l'usage d'énergie dans les foyers.

Centrica a dévoilé ce plan au moment où il fait face à une concurrence féroce sur le marché britannique, avec six grands fournisseurs (British Gas, EDF Energy, npower filiale de RWA, EON UK, Scottish Power et SSE) et de nouveaux acteurs plus petits qui cherchent à se faire une place. Le groupe a concédé lui-même que sa performance opérationnelle avait été "faible", avec en 2017 une chute de son bénéfice opérationnel ajusté de 17%, à 1,252 milliard de livres (1,4 milliard d'euros) et un plongeon de 80% de son bénéfice net, à 303 millions de livres (343 millions d'euros).

Il a perdu 6% de ses comptes de clients au Royaume-Uni et 9% en Amérique du Nord, et mis aussi en avant l'impact négatif de diverses interventions des autorités britanniques pour limiter les prix de l'énergie pour les ménages.

"La combinaison d'interventions politiques et du régulateur sur le marché de l'énergie au Royaume-Uni, des inquiétudes par rapport à des pertes de clients au Royaume-Uni et des problèmes opérationnels en Amérique du Nord ont créé de l'incertitude autour de Centrica", a reconnu le directeur général du groupe, Iain Conn.

ITALIE

Hausse des prix à la consommation en janvier

Les prix à la consommation en Italie ont progressé de 0,9% en janvier sur un an, après une hausse de 0,8% en décembre, selon des chiffres publiés jeudi par l'Institut national des statistiques (Istat). Sur un mois, les prix ont progressé de 0,3%. Ces chiffres sont supérieurs aux données préliminaires publiées le 2 février, l'Istat faisant alors état d'une hausse de respectivement 0,8% et 0,2%.

Les prix calculés selon les normes harmonisées de l'Union européenne ont diminué de 1,5% sur un mois et ont augmenté de 1,3% sur un an. La différence avec le calcul de l'Istat s'explique par le fait que ce dernier ne tient pas compte des soldes dans l'habillement et les chaussures, au contraire de l'indice européen.

L'an passé, l'Italie a vu ses prix à la consommation progresser de 1,2%, après avoir connu un petit recul de 0,1% l'année précédente. La baisse enregistrée en 2016 était la première survenue depuis 1959, année où les prix avaient diminué de 0,4%. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne prévoient une inflation de 1,2% en 2018 en Italie.

APS

RUSSIE

Notation : S&P relève la note de la Russie, en raison de sa "prudence" budgétaire

L'agence de notation financière Standard and Poor's a relevé la note de solvabilité financière de la Russie pour la placer dans la catégorie "moyenne", louant sa politique budgétaire "prudente".

S&P fait passer la note de la Russie de BBB-/A-3 à BBB/A-2 avec une perspective stable.

"Ce relèvement reflète la politique prudente qui a permis à l'économie de la Russie de s'ajuster aux prix plus bas des matières premières et aux sanctions internationales", indique Standard and Poor's (S&P) dans un communiqué.

Dans le même temps, l'agence Fitch a confirmé sa note "BBB-" associée à une perspective positive, signifiant qu'elle peut la relever

dans les mois qui viennent.

Fitch mentionne également "une stratégie budgétaire prudente" alors que le déficit budgétaire est descendu à 1,5% du Produit intérieur brut (PIB) en 2017.

S&P souligne que depuis le début de 2017, Moscou a contenu ses projets de dépenses à moyen terme "en dépit des prochaines élections présidentielles, a renforcé sa collecte de taxes non-pétrolières et utilisé ses revenus pétroliers supplémentaires pour acquérir des devises étrangères et renforcer son budget".

Le déficit du gouvernement devrait rester autour de 2% du PIB en moyenne entre 2018 et 2021, assure S&P, contre 4,5% en 2016.

La croissance économique devrait atteindre

1,8% cette année et 1,7% en 2019 avec une inflation respectivement de 3,1% et 4%, affirme l'agence de notation. Sur les sanctions, S&P relève que Washington s'est jusqu'ici abstenu d'imposer de nouvelles sanctions financières ou d'alourdir les sanctions existantes.

"En même temps, nous pensons que la teneur et le calendrier de sanctions additionnelles dépendra des gestes de la Russie en terme de politique étrangère aussi bien que du débat intérieur aux Etats-Unis, les deux facteurs étant tout aussi difficiles à prévoir", affirme l'agence.

Le secrétaire américain au Trésor, Steve Mnuchin, a justement indiqué que des sanctions supplémentaires contre la Russie pourraient

intervenir dans les semaines à venir.

"Nous travaillons sur les sanctions contre la Russie", a indiqué M. Mnuchin à la Maison Blanche à l'issue d'un point de presse centré sur la Corée du Nord.

"Je peux vous promettre que c'est en cours", a-t-il ajouté, promettant du nouveau "dans les semaines à venir".

Le Congrès s'est déjà prononcé pour des sanctions contre la Russie, accusée par les Américains d'avoir interféré dans les élections de 2016.

Mais le 30 janvier, le Trésor américain s'était contenté de publier une liste de 200 responsables russes, sans annoncer de mesures punitives immédiates.

GUELMA : Réalisation prochaine de 7 nouveaux bureaux de poste



La direction de la poste et des technologies de l'information et de communication de Guelma prépare actuellement la réalisation de sept (7) nouveaux bureaux de poste au titre de l'année 2018 afin de pallier le déficit infrastructurel dans les communes à forte densité de population, a-t-on appris auprès de sa directrice.

A cet égard, Mme Dalila Ghenai a révélé à l'APS que sa direction a entamé la procédure administrative d'usage et a pris contact avec les communes devant abriter les nouvelles infrastructures, en plus d'avoir sondé l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (OPGI) et l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) sur la possibilité de trouver des espaces immobiliers au profit de ces nouveaux bureaux de postes.

Ces projets sont prévus dans les communes de Boucheougouf, Oued Zenati, Hammam Nbaï, Oued Cheham, Hammam Debagh, Heliopolis et au chef-lieu de wilaya, a ajouté la même source. La réalisation de nouveaux bureaux postaux dans ces communes va permettre de "moderniser et d'augmenter le niveau de couverture par les services de la poste à travers la wilaya de Guelma, dont le ration est actuellement de l'ordre d'un bureau de poste pour 9883 habitants", selon la même source.

Dans ce même registre, la wilaya de Guelma a bénéficié au titre de l'année 2018 d'une opération de réaménagement des bureaux postaux des villages d'Ain Arkou (commune de Tamlouka) et de Ksar Laateche (commune de Belkheir) en plus du bureau de la commune de Ben Djerah.

TISSEMSILT

Le wali relance les chantiers a l'arrêt à Lazharia et Larbaâ

Le wali de Tissemsilt, a effectué une visite d'inspection au niveau des projets souffrant de retard, dans les communes de Larbaâ et Lazharia.

Cette visite de travail et d'inspection lui a permis, d'aller au contact du terrain, pour s'enquérir de visu sur la situation sur le terrain. Le premier chef de l'exécutif de wilaya est sur le pied de guerre à travers les communes de Lazharia et Larbaâ, situés au sud-est du chef-lieu de la wilaya. Poursuivant le cycle des tournées de travail et d'inspection où il a pu s'enquérir de l'état d'avancement des projets des routes, de l'éducation, de la jeunesse et des sports et l'habitat rural, lancés dans le cadre de l'amélioration de la vie du citoyen. A Larbaâ, le wali de Tissemsilt a inspecté le projet du CW 2 reliant le chef-lieu de commune au frontière de la wilaya de Chlef, ainsi que le projet du CSP à l'arrêt et l'antenne administrative du douar S'fiat. A Lazharia, chef-lieu de daïra, le wali a visité et inspecté plusieurs projets tels que le projet d'chemin communal reliant Gouacem à Sidi Said sur 7,8 km, le projet en réalisation d'un CEM (Base



05), le projet de réalisation d'une piscine communale à l'arrêt et le projet de 100 LPL (VRD).

Le wali a ordonné le DTP de la prise en charge du CW 2 sur 6 km reliant le chef-lieu de commune de Larbaâ au frontière de la wilaya de Chlef, ainsi que les chemins communaux reliant au douar Sidi Said-Gouacem sur 7,8 km et du douar Maarfia sur 9 km. Pour ce qui concerne le projet du CSP de Larbaâ à l'arrêt, le projet de la piscine communale à l'arrêt à Lazharia le wali a ordonné le DJS de relancer les travaux dans les plus brefs délais dont la ré-

ception de ces projets auront lieu le 05 juillet de l'année en cours ainsi que les autres projets tels que la salle spécialisée de Theniet El Had, la piscine de Lardjem et le CSP de Melaaïb. Par ailleurs, douar Sfiat compte plus de 120 familles à bénéficier d'une antenne administrative communale, le wali a insisté que cette antenne sera alimentée en fibre optique. Pour les 100 logements attribués aux bénéficiaires (pré affectation), le premier chef de l'exécutif a constaté 100 logements achevés reste uniquement le branchement à l'énergie électrique et le VRD. Le wali a ordonné

les services de la SDO et DUAC d'entamer les travaux dans les plus brefs délais. La détermination des autorités locales de faire bénéficier le citoyen d'un logement complètement achevé et décent. Le premier chef de l'exécutif de la wilaya, a rencontré les citoyens des deux communes de Lazharia et de Larbaâ ainsi que les habitants des douars de S'fiat, de Sidi Said, de Maarfia qui lui ont fait part de leurs doléances. Aussi, parmi la principale question soulevée dans ce cadre, figure particulièrement, celle portant sur l'aménagement, l'habitat rural, transport scolaire, route et piste, la santé etc... Pour sa part, le wali a affirmé son entière disposition, quant à la prise en charge totale, des préoccupations qui lui ont été avancées. Par ailleurs, toutes les doléances de la population rurale des douars de S'fiat, de Sidi Said et de Maarfia ont été prises en charge. Par ailleurs, la daïra de Lazharia a bénéficié au compte de l'année 2018, l'ouverture de 22 km de piste ainsi que l'apiculture et des arbres fruitiers selon les déclarations du conservateur des forêts de la wilaya.

ABED MEGHIT

Sensibilisation sur le registre du commerce électronique

Des portes ouvertes où des explications seront fournies sur le registre de commerce électronique, l'abonnement au sidjil.com, les prises de rendez-vous en ligne et bien évidemment le dépôt des comptes sociaux. L'antenne du CNRC de Tissemsilt abrite, depuis une semaine et ce, jusqu'à aujourd'hui, des journées portes ouvertes portant sur le registre du commerce électronique (RCE), l'abonnement au Sidjil.com, les prises de rendez-vous en ligne ainsi que les modalités de prolongation de délai de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés concernées. Organisée par l'antenne locale de Tissemsilt relevant du Centre national du registre du commerce (CNRC), cette rencontre d'une semaine vise, selon le responsable de cette structure, Abdelkader Berber, à "informer et sensibiliser les citoyens notamment les opérateurs économiques de la wilaya sur l'intérêt du nouveau registre du commerce électronique qui est un document sécurisé.

À cet effet, nous invitons ces mêmes opérateurs à se rapprocher de nos services pour acquiescer ce registre que nous avons lancé depuis le mois de mars 2014". Notre interlocuteur expliquera que "la wilaya de Tissemsilt est classée parmi les premières wilayas en matière de délivrance du RCE avec un chiffre avoisinant les 8 054 registres électroniques délivrés, dont 7 800 personnes physiques et 254 personnes morales. S'exprimant à l'ouverture de ces journées, Abdelkader Berber, responsable de l'antenne CNRC de Tissemsilt, a indiqué qu'il s'agit, par le biais de cet événement, "de vulgariser utilement, à l'intention de tous les opérateurs, le registre du commerce électronique avec lequel les services du commerce réalisent une véritable opération de salubrité publique. Ils assainissent le climat dans lequel évolue l'opérateur, éliminent tous les actes qui ternissent l'image du pays et arrêtent la fraude fiscale qui constitue en fait une atteinte inaccept-

table à l'économie du pays". L'orateur expliquera encore que "d'un autre côté, les services du CNRC ont déjà engagé la réflexion sur la dématérialisation du registre du commerce qui permettra d'aller au-delà de sa sécurisation et d'arriver à l'inscription en ligne. Cette opération est subordonnée à la mise en œuvre de la signature électronique et du paiement en ligne" et de conclure: "Notre souhait est que cette œuvre de modernisation continue et s'accélère car elle constitue une nécessité au moment où le commerce électronique, qui permet la réalisation à distance de l'ensemble des transactions commerciales, est devenu une réalité quotidienne dans de nombreux pays". Enfin, il est à souligner qu'un point d'information, une exposition de dépliant et des communications-débats étaient au menu de cette manifestation qui fermera ses portes aujourd'hui en fin de journée.

A. M.

CONCESSION AGRICOLE À OUARGLA : 16 titres attribués à leurs bénéficiaires à El-Hadjira

Seize (16) titres de concession agricole ont été attribués, récemment, à leurs bénéficiaires dans la daïra d'El-Hadjira (110 km au Nord d'Ouargla), a-t-on appris samedi auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Inscrite au titre de la cir-

culaire interministérielle N 108 du 23 février 2011 relative à la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage, cette opération concerne une superficie totale de près de 50 hectares mise à leurs disposition, à raison de 2 à 5 hectares chacun, a précisé à

l'APS le directeur du secteur Salim Benzaoui.

"La création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage sur des terres relevant du domaine privé de l'Etat, a pour objectif d'élargir la base productive agricole de la wilaya, notamment dans les cul-

tures stratégiques, telles que la phéniculture, la céréaliculture, l'oléiculture et le maraîchage", a-t-il déclaré.

L'activité agricole à El-Hadjira très connue localement pour sa bonne qualité de dattes, notamment la variété "Ghars", ainsi que la production de la menthe verte a enregistré, ses dernières années, un nouvel élan et pourra devenir un véritable pôle agricole, à l'instar des régions Ghassi-Touil (Hassi-Messaoud) et Remtha (Ouargla).

Par ailleurs, la DSA s'emploie au titre d'une vaste opération d'assainissement du foncier agricole à travers la wilaya à récupérer les terres non-exploitées pour les réattribuer aux véritables investisseurs, conformément à la réglementation en vigueur, selon le même responsable.

CNAS TÉBESSA :

211 000 sur les 243 000 affiliés utilisent le système carte Chifa

Pas moins de 211 000 sur les 243 000 affiliés à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de Tébessa utilisent le système carte Chifa, représentant un taux de 96% des affiliés, a indiqué jeudi, à l'APS le directeur local de la caisse, Abdelaïli Alloui. La carte Chifa facilite à l'assuré sociale ainsi qu'à ses ayants droit plusieurs opérations, à savoir l'achat de médicaments auprès de plusieurs officines conventionnées avec la sécurité sociale, outre le remboursement des factures électroniques dans un délai réduit, a précisé

le même responsable. La même source a détaillé que le remboursement des médicaments depuis la Cnas-Tébessa a nécessité la mobilisation de 3,8 milliards de dinars pour les 3.200 ordonnances médicales traitées en 2017. La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés de Tébessa a remboursé l'année dernière 286 cas d'invalidité représentant une somme de 195 millions DA contre 183 millions réservés au remboursement des invalidités temporaires et 32 millions DA pour le paiement des 1.247 accidents de travail déclarés durant

la même période a encore détaillé M. Alloui. Le paiement des indemnités journalières des arrêts de travail a dépassé le montant de 400 millions de dinars s-t-o encore souligné. Sur un autre registre, le directeur local de la CNAS a indiqué que les créances de cet établissement auprès de ses clients sont estimées à cinq (5) milliards de dinars à la fin de l'année 2017, dont 50% représentent les dettes des administrations, tandis que 20% de ces créances sont détenus par le secteur public.

APS

TRANSPORT AÉRIEN Tassili Airlines annonce l'ouverture d'une nouvelle desserte entre Oran et Strasbourg

La compagnie aérienne Tassili Airlines lancera, dès le début de l'été prochain, une nouvelle desserte entre Oran et Strasbourg, a-t-on appris du chargé de communication de cette même compagnie. Cette nouvelle desserte devra être opérationnelle à compter du 5 juillet prochain, a indiqué Karim Bahar, en marge de la 9ème édition du Salon international du tourisme, des voyages, du transport et de l'équipement hôtelier (SIAHA), qui se tient depuis jeudi au Centre des conventions d'Oran.

Il s'agit de l'extension du réseau de transport régulier international de la compagnie aérienne par la mise en place de cette nouvelle liaison Strasbourg-Oran-Strasbourg, a-t-il précisé.

Cette liaison aérienne sera une extension de la ligne Alger-Strasbourg-Alger et sera assurée chaque jeudi par des appareils de type Boeings 737 800NG, a-t-il encore précisé. Une tarification spéciale de lancement sera proposée pour cette ligne soit à partir de 33 300 DA l'aller-retour, a-t-on fait savoir. L'ouverture de cette nouvelle desserte répond aux sollicitations de la communauté algérienne établie dans la région d'Alsace, offrant une alternative de voyage vers la capitale de l'ouest du pays sans avoir à se déplacer vers d'autres aéroports lointains se trouvant parfois dans des pays frontaliers de la France, souligne M. Bahar.

Cette desserte vient s'ajouter aux quatre lignes déjà opérationnelles, à savoir : Alger-Paris, Alger-Nantes, Alger-Strasbourg et Constantine-Strasbourg. Tassili Airlines, filiale du Groupe Sonatrach, est spécialisée dans le transport des professionnels des hydrocarbures, au service également du transport grand public domestique et international depuis mars 2013.

TLEMCCEN: Le wali demande au PDG d'Air Algérie de renforcer les vols aériens entre Tlemcen et Alger

Le wali de Tlemcen, Ali Benyaïche, a demandé, vendredi, au PDG d'Air Algérie, Bakhouch Alleche, le renforcement des vols aériens entre la capitale des Zianides et Alger, apprend-on de la wilaya. Lors d'une audience tenue au siège de la wilaya, le chef de l'exécutif a demandé au PDG d'Air Algérie de renforcer le nombre de vols reliant l'aéroport international Messali Hadj de Tlemcen et la capitale, a-t-on affirmé de même source soulignant la forte demande recensée localement. Pour les vols internationaux, il a été proposé l'ouverture de nouvelles lignes entre Tlemcen et la ville marocaine d'Oujda, d'une part, et la ville espagnole d'Alicante, d'autre part, toujours au vu de la demande croissante enregistrée dans ce domaine, a-t-on encore ajouté. Cette demande émane, également, des agences de voyages implantées à Tlemcen et au niveau des wilayas voisines.

Ces propositions, a-t-on affirmé, ont été favorablement accueillies par le premier responsable d'Air Algérie qui devrait prendre des mesures à partir de la semaine prochaine.

A cette occasion, M. Behouche Alleche a visité la délégation régionale d'Air Algérie à Tlemcen ainsi que l'aéroport international Messali Hadj.

APS

M'SILA Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue

Les éléments de la Brigade de recherche et d'investigations relevant de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de M'sila ont procédé en fin de semaine dernière à l'arrestation d'une bande de trafiquants de drogue composée de 6 personnes âgées entre 26 et 30 ans, a-t-on appris vendredi auprès de la sûreté de wilaya.

Agissant sur la base de renseignements faisant état de l'existence d'un réseau de trafiquants de drogue activant dans la région de M'sila, les éléments de la Brigade de recherches et d'investigations (BRI) ont d'abord procédé à l'arrestation de trois personnes et à la saisie d'une quantité de drogue et d'un véhicule au centre ville de M'sila, selon la même source.

Après investigation, les policiers ont appréhendé trois

autres personnes dans une ville voisine saisissant dans la foulée une quantité de 2,5 kg de produits prohibés, a-t-on ajouté.

Selon la sûreté de wilaya cette opération a permis de saisir une somme de 322700 Da, de sept téléphones portables, d'une arme blanche et de deux véhicules.

Les six mis en cause dans cette affaire ont été présentés devant le juge d'instruction près le tribunal de M'sila et écroués.



SÛRETÉ DE LA WILAYA D'ALGER: Plus de 17.000 individus impliqués dans des affaires de détention et de consommation de stupéfiants en 2017

Plus de 17.000 individus impliqués dans des affaires de détention et de consommation de stupéfiants ont été arrêtés et 152 kg de cannabis et plus de 1 kg d'héroïne saisis, a indiqué vendredi le bilan annuel de 2017 des activités des services de la sûreté de la wilaya d'Alger.

Au registre de la lutte contre le trafic de drogues, les services de la sûreté de la wilaya d'Alger a recensé dans son bilan pour 2017, 17207 suspects impliqués dans des affaires de détention et de consommation de stupéfiants, et 15023 affaires traitées qui se sont soldées par la saisie de 152 Kg de cannabis, un taux "en net recul par rapport à 2016 où les mêmes services ont saisi plus de 4,5 tonnes de la même substance". Le bilan met en relief également une baisse de comprimés psychotropes saisis (115.000 par rapport à 2016 (150.000). Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger ont également saisi 1.135 Kg d'héroïne et 243 grammes de cocaïne. Au volet lutte contre la cybercri-

minalité, la même source fait état du traitement de 296 affaires liées au piratage de comptes et de sites électroniques, d'atteinte à la vie privée des personnes et de crimes de menace, de chantage et d'escroquerie à travers le réseau internet, des affaires qui ont donné lieu à l'arrestation de 186 suspects.

S'agissant des affaires de port d'armes blanches prohibées, les mêmes services ont traité 3936 affaires impliquant 4049 individus, présentés aux autorités judiciaires, outre la saisie de 6800 armes blanches prohibées. Pour ce qui est de la prévention routière, le nombre de contraventions enregistrées en 2017 s'est élevé à 156.534 soit une baisse de -13,82% par rapport à 2016 (181.651 contraventions), indique la même source qui fait état du retrait de 40.192 permis de conduire en 2017, soit une baisse de -18,85% par rapport à 2016. Le même bilan fait cas de 809 accidents en 2017 ayant fait 909 blessés et 37 morts. Les mêmes



services ont relevé 666.997 appels téléphoniques sur le numéro vert 15-48 et le numéro de secours (17), en sus de 8336 appels sur le numéro 104 qui "restent à la disposition des citoyens pour informer tout ce qui touche à leur quiétude et à leur sécurité", a-t-on conclu.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION: 9 morts et 17 blessés en 48h à l'échelle nationale

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 17 autres ont été blessées dans 10 accidents de la circulation survenus du 22 au 24 février courant, dans plusieurs wilayas du pays, indiquait hier la Protection civile, dans un communiqué. La wilaya de Sétif déplore le bilan le plus lourd avec 03 personnes décédées et 04 autres blessées, suite à 02 accidents de la route survenus dans les communes d'Ain Oulmane et

d'Ain Arnat, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile, sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 39 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (CO) émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains à intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas d'Alger, Bouira, Chlef, Bordj, Bou Arreridj, Ain Defla, Tia-ret, Nâama, Sétif et Constantine, est-il

ajouté. "Les victimes ont été traitées sur place puis évacuées dans un état satisfaisant vers les établissements de santé. En revanche, 01 une personne (femme) âgée de 43 ans est décédée intoxiquée, suite à l'inhalation du monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-bain à l'intérieur d'une habitation, sise la cité Gragria, commune de Hammam Guerguour (Sétif)", conclut le communiqué.

TISSEMSILT La BRI arrête le vendeur informel et saisit 2 099 unités de boissons alcoolisées au chef-lieu de wilaya

Poursuivant leurs efforts en matière de lutte contre le commerce informel des boissons alcoolisées. Une quantité de 2 099 bouteilles et cannettes de boissons alcoolisées a été saisie par les services de police, selon un communiqué de la cellule de communication et des relations publique de la sûreté de wilaya de Tissemsilt. L'affaire a été déclenchée à la suite d'informations parvenues à la police faisant état d'un individu qui vendait illégalement des boissons alcoolisées. Lors de la perquisition de son domicile, les policiers ont découvert 2 099 unités entre

cannettes et bouteilles de bière et de vin toutes marques confondues ainsi que des armes blanches qu'ils ont saisis, et procédé à l'arrestation du mis en cause. Ils ont également saisi des armes blanches ainsi qu'une voiture utilisée pour le transport de boissons alcoolisées. Le mis en cause sera présenter devant le procureur de la République près du tribunal de Tissemsilt, pour vente de boissons alcoolisées sans autorisation et fréquentation des lieux non autorisés pour s'adonner à la boisson alcoolisée.

ABED MEGHIT



SÉNÉGAL

Le jugement sur le procès de la mairie de Dakar mis en délibéré au 30 mars



Un tribunal correctionnel de Dakar a mis vendredi en délibéré au 30 mars le jugement sur le procès du maire de la capitale sénégalaise Khalifa Sall, jugé avec sept de ses collaborateurs pour détournement de fonds publics. "Une décision sera rendue le 30 mars", a déclaré Malick Lamotte, président de l'audience au Palais de justice de Dakar. Ce procès occupe l'actualité au Sénégal depuis plus d'un mois, à un an de la présidentielle de 2019 pour laquelle Khalifa Sall, 62 ans et maire de Dakar depuis 2009, est un probable candidat face au président Macky Sall (pas de lien de parenté), élu en 2012 pour sept ans. Khalifa Sall et ses co-prévenus (directeur administratif et financier, comptables, secrétaire...) sont jugés pour le dé-

tournement présumé d'1,83 milliard de FCFA (2,8 millions d'euros) entre 2011 et 2015. Ils sont accusés de "faux et usage de faux en écriture de commerce, faux dans les documents administratifs, escroquerie portant sur les deniers, blanchiment de capitaux et association de malfaiteurs, détournement de deniers publics et complicité de détournement de deniers publics".

Les avocats de Khalifa Sall ont vendredi maintenu leur argumentation, adoptée depuis le début de ce procès ouvert le 14 décembre avant de démarrer effectivement le 23 janvier après plusieurs reports. Ils ont demandé l'annulation de la procédure, invoquant notamment l'absence d'un avocat au côté des prévenus en garde à vue, et la libération des accusés.

RDC :

Des ONG vertes appellent les armées congolaise et rwandaise à respecter le milieu naturel des derniers gorilles de montagnes



Un collectif d'organisations congolaises de protection de l'environnement a appelé au retrait des armées congolaise et rwandaise du parc des Virunga, après des affrontements les ayant opposé la semaine dernière et qui mettent en péril l'existence des gorilles de montagnes. Dans une lettre adressée au secrétariat de la Conférence internationale sur la région des grands lacs (CIRGL), 11 ONG congolaises invitent l'organisation à demander à la RDC et au Rwanda "de retirer leurs armées" de cette zone du massif des Virunga situé entre les volcans Sabinyo et le mont Mikeno à la frontière entre les deux pays. La présence permanente de ces deux armées de part et d'autre de la frontière met "en péril tous les efforts consentis depuis des années pour la protection de cette espèce", ajoute cette lettre citée vendredi par l'agence AFP.

"Si rien n'est fait, pour protéger ce sanctuaire des gorilles, nous assisterons à l'extinction de cette espèce rare", a déclaré aux médias

Bantu Lukambo, un des signataires de la lettre. Menacés de disparition, les derniers gorilles de montagnes vivent aux confins de la République démocratique du Congo (RDC), du Rwanda et de l'Ouganda dans le massif des Virunga. Leur nombre a progressivement augmenté ces dernières années grâce aux efforts de conservation et atteint désormais près de 900 individus.

Les 11 ONG basées à Goma, capitale du Nord-Kivu, appellent également la CIRGL à "assainir cette zone des engins non explosés", une région considérée comme un repaire de groupes armés. La semaine dernière, les Forces armées de RDC avaient fait état de violents combats au pied du mont Mikeno près de la frontière avec le Rwanda.

L'armée congolaise a accusé des troupes régulières rwandaises d'avoir occupé des positions "à l'intérieur des frontières congolaises", une version rejetée par Kigali. L'est de la RDC est déchiré par des conflits armés depuis plus de vingt ans.

APF

AFRIQUE:
L'objectif
Zéro faim est
réalisable

ALGER, 24 fév 2018 (APS)- Le Directeur général de l'Organisation Onusienne chargée de l'alimentation et de l'agriculture (FAO), M. José Graziano da Silva, a déclaré que la récente hausse des souffrances liées à la faim en Afrique pouvait être inversée et que l'objectif Zéro faim était réalisable, a indiqué cette agence de l'ONU sur son site web. M. da Silva a estimé que "parvenir à cet objectif dépendrait de notre capacité à renforcer la résilience des communautés en Afrique, où les niveaux de faim actuels sont particulièrement préoccupants". "Certains pays ayant réalisé des progrès remarquables en matière de réduction de l'insécurité alimentaire ont subi un contrecoup, en raison de la sécheresse prolongée provoquée par le phénomène climatique El Nino", a déclaré M. Graziano da Silva lors d'un événement sur la Faim Zéro, en marge de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique tenue à Khartoum (Soudan). Le Directeur général de la FAO s'est dit néanmoins optimiste sur le fait qu'une intervention énergétique de la communauté internationale visant à faire face à ces tendances négatives relatives à la faim aiderait à inverser la tendance.

"Je suis convaincu que 2016 faisait figure d'exception et ne présage pas un renversement de la tendance", a-t-il ajouté. Selon le dernier rapport mondial des Nations Unies sur la faim dans le monde, après plusieurs décennies de déclin, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté en 2016.

Cette situation s'explique en grande partie par les conflits, les chocs climatiques et les récessions économiques. Toujours d'après le rapport, en Afrique, les tendances ont contribué à cette hausse. Près de 23% des personnes vivant en Afrique subsaharienne souffraient de faim chronique en 2016, tandis qu'ils étaient 34% en Afrique de l'Est. Selon la FAO, l'une des raisons d'être optimiste, malgré ce constat, est que la volonté politique qui doit conduire à une intensification des efforts dans le cadre de la lutte contre la faim n'a jamais été aussi importante, comme en témoigne le choix de placer le problème au cœur des discussions lors du dernier Sommet de l'Union africaine auquel ont assisté plusieurs dirigeants du continent, ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres. Selon le Dg de la FAO, deux autres facteurs nous donnent également des raisons d'être optimistes. Tout d'abord, le Fonds vert pour le climat est maintenant opérationnel et permet de financer les pays en développement dans le cadre de leurs efforts visant à faire face au changement climatique, notamment à ses répercussions sur l'insécurité alimentaire. En outre, de plus en plus de signes laissent entrevoir une relance de l'économie mondiale, ce qui crée de nouvelles conditions favorables pour le développement. "Nous devons redoubler d'efforts et encourager l'engagement politique et la mise en œuvre d'actions concrètes, en temps opportun, comme cela n'a jamais été le cas auparavant", a-t-il souligné.

CENTRAFRIQUE :
12 morts dans un
accident de la route au
corridor Bangui-Douala

Douze personnes sont mortes et quatre autres blessées dans un accident de la route, survenu au niveau du corridor Bangui-Douala dans la banlieue ouest de la capitale centrafricaine de Bangui, a indiqué samedi une source locale.

Jeudi après-midi, une semi-remorque transportant des sacs de ciment et de nombreux passagers, s'est déversé dans un ravin au moment d'amorcer la longue et très dangereuse descente du mont Kassago, à la sortie est de la ville de Boali, à 76 kilomètres à l'ouest de la capitale.

Une défaillance technique du conduit d'air serait à l'origine de

cet accident, a fait savoir la source.

Les victimes de l'accident ont d'abord été transportées à l'hôpital de Boali avant d'être acheminées dans les grands hôpitaux de la capitale. Faute d'autocars et de bus appropriés, les habitants locaux ont coutume d'emprunter des camions de marchandises. Pour l'heure, le gouvernement n'a pas fait de déclaration.

Le mont Kassago, théâtre de nombreux accidents de la route, reste un passage obligé sur le corridor Bangui-Douala, où passent les produits destinés à l'exportation et les marchandises de toute nature en provenance du port de Douala.

ZIMBABWE:

La police tue 2 personnes dans des incidents avec des taxis bus



La police zimbabwéenne a reconnu vendredi avoir tué par balle deux personnes au cours d'incidents violents provoqués par l'interdiction faite aux minibus de prendre des passagers dans le centre ville de Harare. La municipalité a pris cette mesure très controversée jeudi afin de réduire la circulation dans le centre de la capitale.

Le même jour, le gouvernement a annulé cette interdiction, mais la police était déjà déployée pour veiller à son respect. Alors que la directive était annulée, "la police

était en train de faire appliquer l'interdiction, n'ayant pas eu connaissance de son annulation", a déclaré le chef de la police Godwin Matanga dans une conférence de presse à Harare.

"Des policiers ont tiré des coups de feu qui ont malheureusement tué deux personnes et blessé quatre autres", a-t-il ajouté, qualifiant cet incident de "regrettable".

Trois policiers ont également été grièvement blessés et trois véhicules de police endommagés, a-t-il précisé.

FRANCE: Un tableau d'Edgar Degas volé en 2009 retrouvé près de Paris



Les douanes françaises ont retrouvé un tableau du XIXe d'Edgar Degas, volé fin 2009 à Marseille. "Les Choristes", caché dans la soute d'un bus en région parisienne, ont annoncé vendredi les ministères de la Culture et des Comptes publics.

Propriété du musée d'Orsay, à Paris, le tableau appelé également "Les Figurants" avait été dérobé le 31 décembre 2009 au musée Cantini à Marseille (sud-est), auquel il avait été prêté pour une exposition, sans trace d'effraction.

Alors qu'ils contrôlaient un bus garé sur une aire à l'est de Paris, les douaniers ont découvert le 16 février dans une valise "une oeuvre portant la signature +Degas+", pour lequel aucun des passagers ne s'est identifié comme propriétaire", est-il indiqué dans le communiqué commun aux deux ministères. Ils ont alors saisi le tableau attribué à Degas, peintre impressionniste français né en 1834, mort en 1917, et demandé une expertise du musée d'Orsay. "Les premiers éléments de l'expertise permettent d'affirmer qu'il s'agit bien de l'oeuvre

recherchée", précisent les deux ministères. La ministre de la Culture, Françoise Nyssen, s'est réjouie de "cette heureuse redécouverte d'une oeuvre précieuse appartenant aux collections nationales, dont la disparition représentait une lourde perte pour le patrimoine impressionniste français".

Son homologue des Comptes publics, Gérard Darmanin, dont dépend la douane, a quant à lui salué "la vigilance constante de la douane dans la lutte contre le trafic de biens culturels et son engagement dans la protection du patrimoine culturel".

Au moment du vol en 2009, la Réunion des Musées nationaux avait affirmé que ce pastel de 32x27 cm datant de 1877 avait une valeur de 800.000 euros. Le personnel du musée marseillais avait, lui, fait état d'une valeur de "30 millions d'euros", mais le parquet avait invoqué une "confusion". Interrogé, le musée d'Orsay a expliqué mardi ne pas communiquer sur les chiffres: "Ce sont des valeurs d'assurances et ça c'est incommunicable".

UKRAINE: La rédaction d'un site d'investigation incendiée



La rédaction d'un site d'investigation ukrainien, spécialisé dans les enquêtes sur la corruption, a été ravagée jeudi soir par un incendie criminel dans l'ouest de l'Ukraine, ont annoncé vendredi des médias locaux. Selon la police et le parquet locaux, un inconnu a mis le feu avec deux bouteilles d'essence aux locaux de la rédaction du site Tchetverta Vlada, basée à Rivnë dans le nord-

ouest. Vendredi, Reporters Sans Frontières (RSF) a condamné l'incident comme une "tentative d'intimidation des journalistes locaux". L'ONG a appelé dans un communiqué à "une enquête complète et impartiale". L'incendie n'a pas fait de victimes, mais a considérablement endommagé les locaux du média, dont les serveurs, selon RSF, avaient par ailleurs déjà été volés en jan-

vier. "On a eu peur. On travaille pour rendre la vie dans notre ville plus juste, pour qu'il y ait moins de corruption. Et des personnes malveillantes essaient de l'empêcher", a écrit la rédactrice en chef adjointe du site, Antonina Torbitch, sur Facebook. L'Ukraine figure à la 102e place du classement mondial de la liberté de la presse 2017 de RSF, qui se base sur une liste de 180 pays.

APF

ÉTATS-UNIS Une voiture percutée une barrière de sécurité près de la Maison Blanche



Un véhicule a percuté une barrière de sécurité près de la Maison-Blanche vendredi après-midi et sa conductrice a été arrêtée, a indiqué le Secret Service, agence chargée notamment de la protection du président.

"Une personne conduisant un véhicule a frappé une barrière de sécurité", a annoncé le Secret Service dans un communiqué, précisant que la voiture n'avait pas réussi à progresser au-delà de ces barrières.

La Maison-Blanche a été placée en confinement, et des agents de sécurité armés se sont déployés à leur poste, sans qu'aucun coup de feu ne soit tiré et qu'aucun membre des forces de l'ordre ne soit blessé.

"La conductrice du véhicule a été immédiatement arrêtée", a précisé le Secret Service. Donald Trump se trouvait à la Maison-Blanche, avec le Premier ministre australien Malcolm Turnbull.

SUISSE: 2 personnes tuées par balles à Zurich



Deux personnes ont été tuées vendredi par balles dans le centre-ville de Zurich, dans le nord de la Suisse, a déclaré vendredi la police municipale.

Des coups de feu ont été tirés peu après 14h30, heure locale, dans la rue Lagerstrasse. Les secours ont retrouvé un mort et une personne grièvement blessée qui a succombé à ses blessures, a précisé la police dans un communiqué. La police locale a rassuré que la situation est sous contrôle et qu'il n'y a pas de danger pour la population.

ACCIDENT D'AVION EN IRAN: Les ATR de la compagnie Aseman suspendus de vols



L'Organisation de l'aviation civile d'Iran a décidé de clouer au sol les avions ATR de la compagnie aérienne iranienne Aseman, dont l'un des appareils s'est écrasé dimanche en montagne, a rapporté vendredi la télévision d'Etat. Il s'agit d'une mesure temporaire prise par les autorités dans l'attente des résultats de l'enquête sur le crash de l'ATR 72 d'Aseman, dans lequel 66 personnes ont trouvé la mort dimanche dans le sud-ouest de l'Iran, "afin d'assurer que la sécurité des vols s'est améliorée", précise l'agence Isna. Selon son site internet, Aseman Airlines, compagnie interdite de vol dans l'Union européenne, exploitait 5 appareils ATR 72 avant l'accident. L'appareil accidenté s'est écrasé dans les monts Zagros à environ 4.000 mètres d'altitude pendant une tempête de neige. La carcasse

de l'avion a été retrouvée mardi après plus de deux jours de recherches. A cause du mauvais temps persistant, les autorités ont annoncé qu'elles suspendaient jusqu'à lundi les opérations de descente des corps des victimes. Jusqu'à présent, seuls 32 "paquets" contenant des restes de corps démembrés auraient été évacués des lieux du drame, à dos d'homme. Les boîtes noires de l'appareil n'avaient pas encore été retrouvées vendredi après-midi. Une équipe d'enquêteurs du Bureau (français) d'études et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA) et de la société ATR est arrivée mardi en Iran pour assister l'enquête de Téhéran sur les causes de l'accident. ATR est une coentreprise détenue à part égale par l'avionneur européen Airbus et le groupe italien Leonardo.

ESPAGNE/CATALOGNE: Le soutien à l'indépendance tombe à 40,8%



Le soutien à l'indépendance en Catalogne s'est effondré de façon spectaculaire au cours des derniers quatre mois en atteignant actuellement 40,8 pour cent de la population catalane alors qu'il était de 48,7 pour cent en octobre dernier, révèle un sondage publié vendredi par le centre d'études d'opinion de la généralité.

Le soutien à l'indépendance perd ainsi selon le sondage huit points par rapport à octobre dernier tandis que ceux qui s'opposent à la sécession s'élèvent à 53,9 pc, explique-t-on de même source. Bien qu'en octobre dernier le même sondage ait placé le soutien à l'indépendance dans un record historique avec 48,7%, le sondage de janvier, après la déclaration unilatérale de l'indépendance, l'application de l'article 155 de la constitution par le biais duquel la Catalogne a été mise sous tutelle et l'incarcération de certains politiciens séparatistes, le nouveau sondage indique que le soutien à l'indépendance de la Catalogne a enregistré une baisse en atteignant 40,8 pc, alors qu'en parallèle les opposants à l'indépendance a en-

registré une hausse en passant durant la même période de 43,6 pc à 53,9 pc soit une hausse de plus de dix points.

Selon le sondage, mené entre le 10 et le 30 janvier, les électeurs de JxCat (formation de l'ancien président Carles Puigdemont) sont plus indépendantistes que ceux de la gauche républicaine catalane (ERC), puisque 90,1pc des électeurs du premier groupe veulent la sécession, bien que le chiffre des électeurs de la candidature de l'unité populaire (CUP) représentent le plus grand taux des indépendantistes avec 90,3 pc.

Interrogé sur le format juridique de la Catalogne, "l'autonomie" a été la réponse dominante avec 36,3pc contre 27,4 pc en octobre, suivie par un "Etat indépendant" avec 32,9 pc contre 40,2, un "Etat dans une Espagne fédérale" avec 19,4 pc et une région d'Espagne avec 6,6pc.

Le sondage indique enfin que 41 pc des répondants estiment qu'ils sont espagnols et catalans tandis que 21,7 pc se déclarent uniquement catalans et 8pc seulement espagnols.

LE TRAVAIL DE NUIT AUGMENTE LES RISQUES DE MOURIR PRÉMATURÉMENT

Le travail de nuit dessert la santé et augmente les risques de mourir précocement, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale American Journal of Preventive Medicine.

Le travail de nuit n'a pas bonne réputation dans le milieu médical. Déjà associé à l'obésité, au diabète et au déclin cognitif, il augmenterait aussi les risques de mourir prématurément et les risques de décès liés aux maladies cardiovasculaires.

Pendant 22 ans, les chercheurs ont analysé les dossiers médicaux et les rythmes de travail de 75 000 infirmières américaines de la cohorte santé Nurses' Health Study. Les résultats de l'étude révèlent que les effets néfastes du travail de nuit se font ressentir au bout de 6 ans. Les volontaires aux horaires décalés avaient un risque accru de 11% de mortalité précoce, toutes maladies confondues.

Les femmes qui ont occupé une activité professionnelle de nuit entre 6 et 15 ans ont eu un risque accru de 11% de mortalité précoce, toutes maladies confondues et de 19% de maladies cardiaques. Celles qui ont tra-

vailé dans ces conditions plus de 15 ans ont eu un risque de décès cardiaques augmenté de 23% et un risque de décès par un cancer du poumon accru de 25%.

Cette nouvelle étude confirme les conclusions d'une recherche canadienne publiée en 2013 dans la revue scientifique Occupational and Environmental Medicine. Elle affirmait que les femmes ayant travaillé de nuit durant moins de 29 ans ne présentent pas un risque accru de cancer du sein, en revanche celles qui ont exercé leur activité professionnelle la nuit pendant 30 ans ou plus présentent un risque plus que double de cancer du sein.

En 2007, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré le travail de nuit comme facteur cancérigène. Pour l'OMS, le rôle de l'horloge biologique dans la santé cardio-vasculaire et l'activité anti-tumorale n'est plus à prouver.



Travailler de nuit perturbe notre ADN

Des chercheurs britanniques ont montré que le travail de nuit ne perturbe pas seulement notre sommeil. Il provoque aussi des ravages au plus profond de notre ADN. Pour travailler sur les effets du décalage horaire, les chercheurs de l'Université du Surrey, en Grande-Bretagne, ont retardé de quatre heures l'heure du coucher de 22 hommes et femmes en bonne santé, pendant trois jours de suite. Ils leur ont ensuite fait passer des tests sanguins qui ont montré que lorsque leur rythme de sommeil était normal 6% de leurs gènes étaient programmés pour être plus ou moins actifs

pendant la journée alors qu'après avoir modifié leur cycle veille/sommeil, cette programmation était profondément perturbée. « En fait, inverser le cycle de sommeil provoque des ravages au plus profond de l'ADN » a déclaré le Dr Simon Archer, qui a dirigé cette étude. « Nous menons ces recherches pour montrer quelles sont les influences du décalage horaire ou du travail de nuit sur le fonctionnement de nos gènes. Nous avons été surpris de voir que les premiers effets se font ressentir aussi rapidement. Ce qui nous porte à croire qu'après plusieurs semaines à ce rythme, c'est à un véritable chaos

généti que que l'on doit assister » insiste le médecin qui a publié les résultats de son étude dans le Journal de l'Académie des sciences de Grande-Bretagne. D'autres études précédentes avaient déjà montré que le travail de nuit ou en rotation peut avoir des effets néfastes sur la santé. Ce décalage perturbe notre rythme circadien (le rythme veille/sommeil) et a une conséquence directe sur les niveaux de sucre dans le sang. Cela entraîne non seulement une prise de poids mais cela augmente aussi le risque de diabète et cela double le risque de cancer du sein.

TRAVAILLER EN HORAIRES DÉCALÉS ACCÉLÈRE LE DÉCLIN COGNITIF

En plus de faire grossir et de potentiellement aggraver le risque de diabète, le travail en horaires décalés accélère le vieillissement cognitif, d'après une nouvelle étude franco-britannique. Publiée le 3 novembre 2014 dans la revue médicale Occupational & Environmental Medicine, une nouvelle étude scientifique franco-britannique confirme les dangers du travail en horaires décalés. De précédentes études ont déjà prouvé que le travail de nuit augmentait le risque de diabète, de cancer et d'obésité. Désormais, il est aussi accusé d'accélérer le déclin cognitif.

Ici, les chercheurs ont suivi 3 232 salariés du sud de la France âgés de 22, 42, 52 et 62 ans, pendant dix ans. À la fin de l'étude, il s'est avéré que 1484 d'entre eux avaient exercés en horaires décalés, pendant au moins 50 jours par an. Tous les secteurs de production étaient représentés dans l'étude. À l'aide de tests neuropsychologiques, les scientifiques ont évalué leurs capacités cognitives (mémoire, vitesse de réaction, attention...) à trois reprises : en 1996, en 2001 puis en 2006.

Un déclin cognitif de 6,5 ans de plus que les autres

Les résultats ont montré que les personnes ayant travaillé en horaires décalés ont eu un déclin cognitif plus rapide que les autres. Les personnes travaillant en horaires décalés depuis plus de 10 ans étaient les plus touchées, avec un déclin

cognitif de 6,5 ans de plus en moyenne que ceux qui exercent en horaires «normaux». Si le vieillissement cognitif est un processus naturel inévitable, il serait ainsi largement accéléré lorsque l'on travaille en horaires décalés.

L'impact négatif du travail décalé persisterait pendant au moins 5 ans après l'arrêt du travail, ce qui prouve une certaine réversibilité sur le long terme. Selon Jean-Claude Marqué, chercheur au Cnrs de Toulouse et auteur principal de l'étude, cette baisse des fonctions cognitives n'est cependant pas négligeable, même si elle doit être confirmée par d'autres études.

Une surveillance médicale personnalisée

Pour la société comme pour le bien-être de chaque individu, les chercheurs recommandent de mieux prendre en compte ces effets sur la santé, en mettant en place une «surveillance médicale personnalisée» et une meilleure organisation du travail pour «favoriser les horaires les plus favorables au sommeil.» Il vaudrait mieux, par exemple, commencer à 6h du matin plutôt qu'à 2 heures, conseille l'équipe de recherche. En perturbant le rythme biologique, le travail de nuit pourrait entraîner du diabète, de l'obésité, mais aussi des cancers : en 2007, le Centre International de Recherche sur le Cancer l'a ainsi classé comme «cancérogène probable».



Pas facile de tomber enceinte quand on travaille de nuit

Travailler de nuit a un impact sur les cycles menstruels de la femme et bouscule les périodes de fertilité. Du coup, les femmes qui exercent une activité professionnelle de nuit ont plus de mal à tomber enceinte.

Une étude menée auprès de 100 000 femmes vient de montrer que le travail de nuit ainsi que le travail en horaires décalés avait un impact réel sur la fertilité : le manque de régularité dans les horaires de travail bouscule l'horloge biologique des femmes dont les cycles menstruels deviennent irréguliers. Elles sont ainsi 80% plus nombreuses que les femmes qui travaillent à des heures régulières, à consulter un gynécologue pour des problèmes de fertilité.

Pour le Dr Linden Stocker, le chercheur britannique qui a dirigé cette étude, notre horloge biologique régule des fonctions aussi importantes que notre température, notre pression artérielle et la production d'hormones. Si cette horloge est perturbée par des horaires réguliers, il est normal que cela ait un impact sur le cycle et la période d'ovulation. Mais après avoir interrogé les femmes participant à cette étude, elle s'est également rendue compte que celles qui travaillent de nuit font moins d'exercice physique et se nourrissent plus mal, ce qui a également un impact sur les fonctions reproductrices.

« Lorsqu'une femme qui travaille la nuit a un projet de bébé, il est important qu'elle modifie son rythme de vie. Son corps doit retrouver le bien-être qui lui est dû : elle doit se reposer dès qu'elle peut, s'imposer de manger de vrais repas équilibrés, et trouver le temps de faire un minimum d'exercice physique » ajoute le Dr Stocker.

AVC DU JEUNE ADULTE : LES CHERCHEURS ONT DÉCOUVERT UN GÈNE RESPONSABLE

Un gène déjà impliqué dans la survenue de migraines et d'infarctus du myocarde serait également responsable des accidents vasculaires cérébraux des personnes jeunes. Cette découverte devrait permettre d'identifier les personnes à risque.

L'accident vasculaire cérébral touche 130 000 personnes chaque année, dont 33 000 en meurent. On sait que l'hypertension artérielle est la première responsable de l'AVC chez les personnes de plus de 65 ans. Mais jusqu'à présent, on ne savait pas vraiment ce qui provoquait ces accidents vasculaires chez les jeunes adultes. Les chercheurs de l'Inserm, en collaboration avec le Centre hospitalier régional universitaire de Lille et l'Institut Pasteur pensent avoir levé le voile, en découvrant le gène qui serait impliqué dans la survenue de cette cause majeure d'accident cérébral chez la personne jeune. Ce gène (appelé PHACTR1) n'est pas tout à fait inconnu des chercheurs puisqu'il est connu pour être également associé à la survenue de migraines et d'infarctus du myocarde. « La dissection des artères cervicales est une cause majeure d'attaque cérébrale du sujet jeune. Elle consiste en un saignement qui survient dans l'épaisseur même de la paroi des artères carotides ou vertébrales et qui va déchirer l'artère (d'où le terme de dissection) longitudinalement sans rompre le vaisseau » expliquent les chercheurs de l'unité « Santé publique et épidémiologie moléculaire des maladies liées au vieillissement » de l'Inserm, qui viennent de publier leurs travaux dans la revue Nature Genetics.

« Ce saignement va être à l'origine d'un hémotome qui va diminuer le diamètre de l'artère. La formation d'un caillot à l'intérieur



de l'artère va stopper ainsi totalement le passage du sang vers le cerveau, entraînant un accident vasculaire cérébral.

On va pouvoir identifier les personnes à risque

Les causes de cette dissection (c'est-à-dire du déchirement) sont encore inconnues car elles apparaissent souvent chez des personnes qui n'avaient pas de facteurs de risques comme une maladie héréditaire. « Toutefois, plusieurs hy-

pothèses sont en faveur d'une susceptibilité individuelle, portée par le génome qui favoriserait la survenue de dissections artérielles » ajoutent les chercheurs. C'est pourquoi ils ont décrypté le génome de 2052 malades atteints de dissection (de 12 pays différents) et comparé leurs génomes à ceux de 17 064 personnes non atteintes.

« Nous avons pu ainsi démontrer qu'une forme particulière du gène PHACTR1 était associée à une diminution du risque de développer une dissection des artères cervicales »

déclarent les chercheurs qui ont également identifié deux autres gènes potentiellement associés à ce risque d'AVC : le gène LRPI déjà associé à la migraine et à l'anévrisme de l'aorte abdominale et le gène LNX.

« Ce travail ouvre de nouvelles perspectives pour identifier les personnes à risque et tenter de prévenir la survenue des attaques cérébrales chez le jeune adulte », conclut Stéphane Debette, neurologue, qui a dirigé cette étude pour l'Inserm.

NON, LES OBÈSES NE SONT PAS EN BONNE SANTÉ

L'obésité augmente les risques de maladies et les personnes en surpoids voient leur santé se dégrader au cours du temps, selon une nouvelle étude scientifique britannique.

Les obèses ne restent pas en bonne santé très longtemps. L'affirmation selon laquelle certains d'entre eux sont en forme malgré leur surpoids est un leurre, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue *Journal of the American College of Cardiology*.

Au début de l'année 2015, une étude américaine publiée dans la revue *Journal of Clinical Investigation* affirmait que l'obésité n'est pas toujours liée à une mauvaise santé.

Les chercheurs de l'University College de Londres (Royaume-Uni) ont mené une étude scientifique qui contredit ces conclusions. Ils ont travaillé avec 2521 hommes et femmes de 39 à 62 ans. Pendant vingt ans, ils ont mesuré leur indice de masse corporelle, leur taux de cholestérol, leur glycémie, leur résistance à l'insuline et leur tension artérielle.

Les conclusions de l'étude dévoilent qu'au bout de cinq ans, 32 % des obèses ont connu une dégradation de leur santé. Après dix ans, 41 % du groupe initial des obèses en bonne



santé n'étaient plus considérés comme tels et ils étaient 51 % après 20 ans. Et, seuls 11% d'entre eux ont réussi à perdre du poids et ont gardé une bonne santé. « La principale hypothèse avancée pour des obèses sains c'est

que leur état de santé reste stable durablement, ce qui n'est pas le cas puisque leur santé se dégrade sur le long terme », explique Joshua Bell, chercheur et auteur de l'étude. « Des adultes obèses en bonne santé courent également un risque nettement plus grand de tomber malades que des personnes non obèses », rappelle-t-il. « Les personnes obèses en bonne santé courent un plus grand risque de développer des maladies cardiovasculaires que celles qui ont un poids normal et qui sont en bonne santé, même si ce risque est moindre que pour les obèses déjà en mauvaise santé », conclut Joshua Bell. L'obésité est devenue un vrai problème de santé publique. En 2010, l'Organisation mondiale de la santé a estimé que le surpoids et l'obésité sont à l'origine de 3,4 millions de décès et de la diminution de l'espérance de vie.

Dans un rapport, l'OMS indique que les Européens deviennent de plus en plus gros : 27% des adolescents de 13 ans et 33% des enfants de onze ans sont en surpoids. Et, le nombre d'habitants de la planète en surpoids ou obèses a atteint 2,1 milliards en 2013 (dont 671 millions d'obèses).

SAHARA OCCIDENTAL La justice sud-africaine confirme : le Maroc n'a aucun droit sur le phosphate du Sahara Occidental

La Haute Cour d'Afrique du Sud (Division locale Eastern Cape, Port Elizabeth) a statué vendredi que la République arabe sahraouie démocratique (RASD) est "propriétaire de l'ensemble de la cargaison de phosphate actuellement chargée sur le navire à moteur NM Cherry Blossom".

La décision de la justice énonce que "la propriété du phosphate n'a jamais été légalement détenue par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) et / ou Phosphates de Boucraa SA, et ils n'étaient et ne sont pas autorisés à vendre le phosphate à Ballance Agri-Nutrients Limited".

Un Navire transportant 50.000 tonnes de phosphate extrait illégalement du Sahara Occidental destinées à la Nouvelle-Zélande, a été arraisonné en mai 2017 en Afrique du sud à la demande du seul représentant du peuple sahraoui, le Front Polisario.

Le cargo a quitté El-Aayoun (Territoire du Sahara occidental occupé) le 13 avril 2017 et a pris la route du Cap de Bonne Espérance et s'est arrêté à Port Elizabeth afin de s'approvisionner en fuel.

En juillet dernier, la justice sud-africaine avait confirmé l'immobilisation de la cargaison de phosphate destinée à la Nouvelle-Zélande en réponse à la requête du Front Polisario. Le bateau a demeuré immobilisé à Algoa Bay, dans l'attente du jugement d'aujourd'hui. Réagissant à la décision de la justice sud-africaine, M. M'hamed Khadad, coordinateur du Front Polisario avec la mission de la Minurso, a indiqué à l'agence de presse sahraouie (SPS) que ce jugement est "final et catégorique". Pour M. Khadad Le verdict vient également consolider l'arrêt de la Cour de justice européenne, qui avait conclu que l'accord commercial de l'UE avec le Maroc ne s'applique pas aux territoires du Sahara occidental occupé.

SOMALIE - UA La Somalie a besoin des troupes de l'Union africaine dans sa lutte contre le terrorisme

La Somalie a besoin des troupes de l'Union africaine (UA) jusqu'en 2021 pour l'aider à éliminer les terroristes shebabs et à accélérer la stabilisation, a affirmé Francisco Madeira, représentant spécial du président de la Commission de l'UA pour la Somalie, observant que les forces de sécurité somaliennes ne sont pas encore en mesure d'assumer la sécurité de leur pays. "Etant donné le niveau de menace et la situation du processus politique, l'option consistant à mettre fin à l'envoi de troupes avant 2021 pourrait poser de graves risques qui pourraient compromettre les gains déjà obtenus", a expliqué M. Madeira.

Le représentant de l'UA s'exprimait à ce sujet jeudi soir lors d'une table ronde sur les succès et défis que rencontre la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Dans un communiqué publié vendredi, M. Madeira a appelé les Somaliens à se rassembler derrière la mission de l'UA et leur gouvernement pour accélérer le processus de stabilisation et restaurer la paix et la sécurité durablement dans le pays.

L'AMISOM met actuellement en place une résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU en août 2017 qui autorise une réduction des troupes et le transfert des responsabilités de sécurité nationale aux forces nationales somaliennes de sécurité.

M. Madeira a souligné que l'AMISOM continuera à travailler en étroite collaboration avec les gouvernements étatiques et fédéraux pendant la période de transition.

"Nous sommes tous d'accord pour dire que nous devons riposter de manière décisive à la menace des shebabs, sinon ils continueront de représenter un grave danger, non seulement pour la Somalie et la région, mais aussi pour tout le continent", a souligné M. Madeira. Il a également rejeté les accusations d'inactivité portées contre l'AMISOM, déclarant que la présence de la mission en Somalie a favorisé une période de stabilité et placé le pays sur la voie du processus "une personne, une voix" en 2011.

M. Madeira a ajouté que l'UA avait formé un groupe de représentants spéciaux pour mobiliser les partenaires de développement afin de soutenir l'AMISOM et la Somalie en leur apportant une contribution financière prévisible qui leur permettra de combattre avec efficacité les shebabs.

TANZANIE Un élu local de l'opposition tué à coups de machette

Un élu local du principal parti d'opposition tanzanien a été tué dans la nuit de jeudi à vendredi à coups de machette à son domicile dans le centre du pays, ont annoncé vendredi la police ainsi que sa formation.

Godfrey Luena, membre du parti Chadema et élu à la tête de la municipalité de Namawala, dans la province de Morogoro, est le deuxième responsable de ce parti tué dans des circonstances similaires en l'espace de deux semaines.

Selon le député John Mnyika, secrétaire adjoint du Chadema, M. Luena est sorti de son domicile jeudi soir pour s'enquérir d'une panne d'électricité qui n'avait touché aucune autre maison du voisinage que la sienne.

"Il a alors été attaqué par un groupe d'hommes armés de machettes", a soutenu M.

Mnyika lors d'une conférence de presse vendredi dans la capitale économique Dar Es Salaam.

Le meurtre de M. Luena a été confirmé par le commandant régional de la police, Ulrich Matei, qui a précisé ne pas connaître pour l'heure l'identité des auteurs et leurs motivations.

Le député Mnyika a pour sa part affirmé qu'"il s'agit d'un assassinat politique", évoquant des désaccords entre le maire de Namawala d'une part et l'administration provinciale et les responsables locaux du parti au pouvoir d'autre part, car il défendait des administrés selon lui illégalement expropriés de leurs terres.

"Nous sommes attaqués de toutes



parts, par le gouvernement du président (John) Magufuli et les forces de l'ordre", a poursuivi M. Mnyika.

"Nous sommes visés par des attentats politiques, le temps de l'autodéfense est venu", a-t-il ajouté, expliquant que le Chadema allait discuter des moyens d'assurer la défense de ses membres.

Le 13 février, Daniel John, responsable du Chadema pour la municipalité de Hananasif, dans la capitale économique Dar es Salaam, avait été retrouvé mort avec des traces de coups de machette sur la tête, alors que se déroulait dans la circonscription un âpre campagne pour le remplacement

du député local, qui avait démissionné.

Le député Freeman Mbowe, président du Chadema, avait accusé les jeunes du parti au pouvoir, le Chama cha Mapinduzi (CCM) d'être responsables de cette attaque.

En septembre 2017, le député Tundu Lissu, également membre du Chadema et numéro deux de l'opposition au Parlement, avait été atteint de plusieurs balles à son domicile.

M. Lissu, qui est également président de l'Ordre des avocats de son pays, est actuellement hospitalisé à Bruxelles, après des mois de soins intensifs au Kenya.

GHANA Le président ghanéen met en place un «comité spécial» pour lutter contre la corruption

Le président du Ghana a investi vendredi un "procureur spécial" chargé de mener la lutte contre la corruption.

"Nous attendons de ce 'procureur spécial' de mener son rôle avec vigueur, courage, sans peur ni favoritisme", a déclaré Nana Akufo-Addo, président ghanéen depuis janvier 2017, en instituant officiellement Martin Amidu à la tête d'un nouveau comité anti-corruption.

"La mise en place de ce comité spécial de lutte anti-corruption (...) ne doit en aucun cas être un outil de

vengeance ou de persécution", a souligné le chef de l'Etat, pendant une cérémonie à la résidence présidentielle d'Accra.

Les mauvais résultats du Ghana au dernier classement de l'ONG de surveillance de la transparence International Transparency International révélés cette semaine, a été "une sonnette d'alarme" pour le gouvernement, d'après Beauty Emafa Narteh de Ghana Anti-Corruption Coalition, un organisme local.

En effet, le Ghana a perdu trois points par rapport à l'année précédente, passant de 43 en 2016 à 40

en 2017. C'est 7 points de moins comparé à 2015 (47) sur un indice de corruption calculé sur une base de 100.

Bien que le pays se situe bien au dessus de la moyenne en Afrique subsaharienne, le président a décidé de prendre les choses en main en proposant la nomination de M. Amidu, 66 ans, au Parlement.

Début février déjà, dans son discours à la nation, le président avait annoncé la mise en place de ce comité pour lutter contre la corruption à la fois dans le secteur public et dans le privé.

Selon l'ONG locale Coalition anti-corruption au Ghana, les contrats frauduleux se sont accrus pendant la précédente administration du président John Dramani Mahama.

Dans son discours devant le Parlement, qui a approuvé sa nomination, M. Amidu s'est engagé à mener la guerre contre la corruption, "dont la violence tue des millions de personnes sans qu'on puisse le voir (...) qui empêche des millions de personnes d'avoir accès à l'éducation, à la santé et au développement".

CAMEROUN 6 morts dans des attaques de Boko Haram

Au moins six civils ont été tués au cours de dernières 24 heures par des éléments présumés du groupe terroriste "Boko Haram" dans la région camerounaise de l'Extrême-Nord, selon des sources locales.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les assaillants ont attaqué le village de Baljowel dans l'arrondissement de Mayo-Moskoto du département de Mayo-Tsanaga, faisant trois morts civils, tous membres du comité local de vigilance, selon ces sources citée par Chine nouvelle.

"Informés par leurs collègues des localités voisines de la présence des éléments de Boko Haram, certains membres de comité de vigilance ont essayé de riposter.

Ils ont d'abord voulu piéger les terroristes et ça a mal tourné.

C'est dans ces accrochages qu'ils ont perdu malheureusement la vie", a indiqué un habitant de la localité de



Nguetchewe non loin du village, selon qui l'objectif de l'attaque était comme à l'accoutumée de se ravitailler en vivres.

Quelques heures plus tôt, trois civils ont été retrouvés égorgés par Boko

Haram dans la brousse de Zénémé située à environ deux kilomètres de la petite localité de Talla-Kachi, département du Mayo Sava, a-t-on ajouté.

Selon des riverains, les trois victimes étaient dans la brousse à la recherche du bois.

Après avoir reçu l'information, les populations ont alerté du groupement polyvalent de la gendarmerie nationale (GPIGN) basés à Nguetchewe avec lesquels ils ont récupéré les dépouilles de victimes.

Après une relative accalmie des violences de Boko Haram, les villages camerounais frontaliers du Nigeria, foyer des insurgés, ont renoué avec les attaques et autres incursions nocturnes.

Au moins trois incursions de Boko Haram ont été enregistrées cette semaine, faisant un bilan de 11 morts en cumul au cours de 72 heures.

RUSSIE - SYRIE

Moscou critique un projet de résolution de l'ONU, veut des «garanties»

La Russie a critiqué vendredi un projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU demandant un cessez-le-feu de 30 jours en Syrie, et exigé des "garanties" que cette trêve, destinée notamment à permettre l'arrivée d'aide humanitaire, soit respectée.

"Le Conseil de sécurité de l'ONU cherche à adopter une résolution qui propose de mettre en place immédiatement une trêve humanitaire de 30 jours au minimum.

Mais personne ne peut répondre à la question de savoir si les combattants respecteront cette trêve (...), personne ne donne de garanties", a déclaré le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

Le projet de résolution, qui doit être soumis au vote à 16H00 GMT, vise notamment à livrer une aide humanitaire urgente et à organiser des évacuations sanitaires dans ce fief rebelle de 400.000 habitants dans la banlieue de Damas.

Le texte a été proposé le 9 février par la Suède et le Koweït.

"Pour que cette résolution soit efficace -- et nous sommes prêts à donner notre accord à un texte qui le sera -- nous proposons une formule permettant de rendre la trêve réelle et basée sur les garanties de tous ceux qui sont à l'intérieur et à l'extérieur de la Ghouta orientale", a indiqué M. Lavrov, lors d'une conférence de presse à Moscou.

"Ces garanties doivent bien évidemment être appuyées par celles



des acteurs extérieurs, avant tout, ceux qui ont de l'influence sur les groupes extrémistes restant dans cette banlieue de Damas", notamment les Américains, a-t-il précisé.

"Donc, si les Américains et leurs alliés (...) sont guidés par le souci de la situation humanitaire dans la Ghouta orientale et de la population civile, il y a toutes les possibilités pour qu'on se mette d'accord", a affirmé M. Lavrov.

"Mais pour l'heure, ils rejettent un amendement qui les rendrait

responsables d'obtenir des combattants des garanties claires qu'ils cessent leurs tirs", a déploré M. Lavrov.

Le ministre russe des Affaires étrangères a fait cette déclaration peu avant l'annonce par l'Élysée que le président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel ont adressé vendredi un courrier commun au président Vladimir Poutine pour lui demander d'approuver la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur une trêve en Syrie.

FRANCE

Une batterie de mesures pour lutter contre la radicalisation

Le gouvernement français a dévoilé vendredi un nouveau plan renfermant une batterie de mesures pour lutter contre la radicalisation dans plusieurs secteurs de la vie quotidienne.

Le Premier ministre Edouard Philippe a choisi la ville de Lille pour présenter le plan qui touche plusieurs secteurs, dont l'éducation, le sport, la justice et qui n'est pas consacré seulement à la lutte contre le risque terroriste mais il a pour ambition d'endiguer la radicalisation au sens large du terme.

"Cette radicalisation islamiste menace notre société, pas seulement quand elle conduit à la violence, elle nous défie en vérité à chaque fois que les lois de la République sont mises en balance avec les préceptes religieux", a expliqué le Premier ministre français.

Intitulée "Plan national de prévention de la radicalisation", la stratégie du gouvernement français veut d'abord s'attaquer à la radicalisation dans les écoles pour "mieux former les écoliers au discernement et au libre arbitre".

"Nous allons systématiser cet exercice de réflexion critique face à l'information et au flux d'information auquel l'ensemble de la société peut avoir accès afin de permettre aux élèves de se prémunir en particulier contre les théories complotistes", a-t-il encore expliqué, précisant que les contrôles seront renforcés dans les établissements privés.

Dès la rentrée prochaine, des équipes d'inspecteurs spécialisées seront constituées par le ministère de l'Éducation qui devra créer de nouveaux dispositifs de soutien à la laïcité et pour le renforcement de la formation des enseignants.

Sur un autre registre, le gouvernement veillera à obtenir des acteurs d'Internet des engagements pour retirer dans l'heure les contenus illicites, faute de quoi la France soutiendra dans les mois à venir "une initiative législative européenne".

Dans le secteur de la justice, le plan prévoit la création de 1500 places pour les détenus radicalisés pour les isoler des autres prisonniers.

Avec 1.500 places dans des quartiers "étanches", 450 seront créées d'ici à la fin de l'année, a annoncé Edouard Philippe, indiquant que les quartiers d'évaluation de la radicalisation (QER), où la dangerosité des prisonniers est évaluée pendant plusieurs mois, passeront de trois à sept.

Il est prévu également la création de trois nouveaux "centres de prise en charge individualisée" en milieu ouvert qui concerneront des personnes sous contrôle judiciaire, notamment des "revenants" des zones de combat en Syrie et en Irak.

Pour les mineurs de retour de Syrie et d'Irak, le gouvernement préconise pour faciliter leur réinsertion une prise en charge "au long cours et notamment un suivi psychologique".

On compte près de 70 mineurs revenus en France depuis cette zone de conflit et 500 enfants sont toujours sur place, selon les chiffres officiels publiés vendredi.

"Ce combat va être mené par l'Etat mais l'Etat ne peut pas le gagner seul.

Il ne pourra pas le mener et le gagner sans les musulmans de France", a affirmé le Premier ministre, soutenant que "lutter contre la radicalisation islamiste, c'est lutter contre ceux qui veulent faire croire que l'islam ne serait pas compatible avec la République".

ONU - SYRIE

Le vote du cessez-le feu repoussé

Un vote du Conseil de sécurité sur un texte réclamant un cessez-le-feu humanitaire en Syrie, initialement envisagé vendredi, se tiendra finalement samedi à 17H00 GMT, les discussions se poursuivant, ont indiqué des diplomates.

Un nouveau texte de résolution a été mis au point.

Lorsqu'un texte est finalisé, la pratique à l'ONU est d'attendre au moins le lendemain pour pouvoir organiser un vote à son sujet.

Les discussions sur un cessez-le-feu durent depuis le 9 février avec l'objectif d'éviter un veto de la Russie.

Vendredi, à 17H00 GMT, le président en exercice du Conseil de sécurité, l'ambassadeur du Koweït, Mansour Al-Otaibi, et les neuf autres membres non-permanents de la plus haute instance de l'ONU, avait annoncé aux

médias que cette dernière était "très proche d'une adoption" de la résolution. "On y est presque", avait-il ajouté.

A 22H00 GMT, Mansour Al-Otaibi, en annonçant une mise au vote finalement samedi à 17H00 GMT, a déclaré: "On est tellement près" du but. Mais "nous continuons de discuter". Selon un diplomate, la discussion principale se tient entre la Russie d'un côté, avec de l'autre le Koweït et la Suède, les deux co-signataires du texte initial, déjà amendé à de multiples reprises. La France joue les intermédiaires, a-t-on précisé de source diplomatique.

Selon des diplomates, les dernières discussions portaient surtout sur un paragraphe relatif à l'imposition du cessez-le-feu, pour savoir s'il sera immédiat ou s'il entrera en vigueur 72 heures après l'adoption de la résolution.

CORÉE DU NORD

Pyongyang réaffirme sa détermination à développer ses capacités nucléaires

La Corée du nord a réaffirmé vendredi sa détermination à développer ses capacités nucléaires et de missiles pour dissuader les Etats-Unis, parallèlement à un possible rapprochement avec la Corée du Sud.

Le quotidien officiel "Rodong Sinmun" a rapporté dans un article que la force nucléaire du pays est "la puissante épée précieuse pour défendre la paix" car "elle peut enrayer de manière décisive les menaces nucléaires des Etats-Unis". "Faire des

concessions aux impérialistes et leur demander de l'aide est un acte insensé équivalent à de l'autodestruction car leur nature est l'agression et le pillage", souligne le quotidien officiel du Parti des Travailleurs de Corée.

L'article rejette également l'accusation formulée par les Etats-Unis pour qui la force nucléaire de Corée du nord est "une menace pour la paix et la sécurité du monde".

"Ce n'est rien sinon un cri miséra-

ble lancé par ceux qui ont une prémonition de leur destruction.

Cela prouve que notre force nucléaire devient le moyen servant de punition horrible pour les agresseurs", poursuit le Rodong Sinmun.

La Corée du Sud avait déclaré cette semaine que les négociations futures avec la Corée du nord porteront sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, après un rapprochement entre Pyongyang et Séoul depuis les Jeux olympiques de PyeongChang.

BULGARIE

Démission ministérielle sur des soupçons de corruption

La ministre bulgare de l'Énergie, Temenoujka Petkova, a annoncé vendredi sa démission en raison de soupçons de corruption. A la suite de révélations de presse, Mme Petkova a admis connaître "de longue date" la propriétaire d'une entreprise bulgare peu connue, Inercom, retenue à la surprise générale jeudi pour acheter la plus grande société de distribution d'énergie du pays, CEZ Bulgaria.

Le Premier ministre Boïko Borissov a confirmé vendredi à des journalistes, en marge du sommet européen de Bruxelles, lui avoir conseillé de quitter ses fonctions pour "éviter toute atteinte à l'image du gouvernement".

Le choix d'Inercom, une petite société exploitant trois sites d'énergie éolienne, pour reprendre ce géant à l'échelle bulgare face à plusieurs concurrents, dont le consortium bulgare-indien Future Energy, a alimenté les soupçons de corruption jusqu'au sein-même de la majorité gouvernementale. "Je ne peux pas imaginer comment une entreprise avec des actifs de 90.000 leva (45.000 euros) et des pertes de 11.000 leva (5.500 euros) achèterait la plus grande société énergétique privée de Bulgarie", a relevé vendredi le président de la commission parlementaire sur l'Énergie, Delyan Dobrev, membre comme Mme

Petkova du parti Gerb de M. Borissov. Mme Petkova, entrée au gouvernement en 2014, a rejeté toute accusation d'irrégularité, soulignant que l'Etat n'avait pas été impliqué dans le choix du repreneur.

La transaction doit encore être approuvée par plusieurs commissions indépendantes.

La Bulgarie fait l'objet, depuis son adhésion en 2007, d'un suivi spécial de la Commission européenne qui lui reproche ses lacunes dans la lutte contre la corruption et le crime organisé, comme en Roumanie voisine.

RÉVOLUTION

Inhumation à Tazmalt du Moudjahid Hamou Amirouche

Des milliers de personnes ont accompagné vendredi après-midi à sa dernière demeure, au cimetière de la ville de Tazmalt, à 80 km à l'ouest de Bejaia, le moudjahid Hamou Amirouche, ancien secrétaire particulier du colonel Amirouche, commandant de la wilaya III historique, décédé mardi dernier dans la ville de San-Diégó (USA).

Des membres de sa famille, ses amis, ses frères d'armes et surtout une foule anonyme, jamais rassemblé à Tazmalt ont assisté à ses funérailles dans le calme et la dignité mais dans une émotion prégnante. Tous gardent de lui, le souvenir de la grandeur et de l'humilité, selon le président de l'APC de l'Akfadou, le patriote et le citoyen du monde, selon son compagnon de route, Azzi Abdelmadjid.

L'exposition de sa dépouille, dans le hall de la mairie a donné lieu à des dizaines de témoignages publics, tous lui rendant hommage pour son parcours de combattant vaillant, ses succès universitaires exemplaires, et surtout sa dimension humaine ne s'étant, malgré l'éloignement jamais coupé de son milieu originel, apportant aide et confort à tous ce qui le sollicitait. "Souvent, il nous rendait visite et il était tout fier de nous associer à ses activités intellectuelles, notamment ses conférences. Sa dernière apparition a eu lieu à Seddouk le 20 mai 2017 où il en a profité pour faire une vente dédicace de son livre sur le colonel Amirouche", a rap-



porté un des habitants de l'agglomération, ému et admiratif autant de la grandeur de l'homme que de sa simplicité.

Nourredine Ait-Hamouda, fils du colonel Amirouche, Tarik Mira, fils du commandant Abderahmane Mira, très en émus, n'ont pas été en reste, en contant l'homme et sa bravoure au PC de la wilaya III, dans l'Akfadou. C'est l'exemple même de l'incarnation de la

révolution, opinera au micro Tarik Mira. Trois heures durant, les témoignages n'ont eu de cesse jusqu'à la levée du corps et son acheminement à la mosquée puis au cimetière où il a été inhumé dans une émoi saisissant.

Né à Tazmalt, en 1937, d'une famille de militants PPA/MTLD, a fait ses études primaires dans sa ville natale, avant d'obtenir son entrée en 6ème au collège

technique de Bougie, ouvert alors quasi-exclusivement aux fils de colons. Il était brillant mais n'a pu poursuivre à cause des harcèlements qu'il subissait puis du déclenchement de la guerre de libération. En mai 1956, il s'affirma comme une figure des événements éponymes, coïncidant avec l'abandon des cartables par les étudiants et leur montée massive aux maquis, à l'appel du FLN. En 1957-1958, il devint le secrétaire particulier du colonel Amirouche, avant de rejoindre sous ses ordres Tunis, pour organiser sur place le foyer des étudiants et poursuivre ses études secondaires.

A l'indépendance, il est envoyé aux USA, où il entreprit des études universitaires, couronnées d'une licence en économie politique et d'un DEA en sociologie avant de revenir au pays où il a occupé un haut rang dans un cabinet ministériel (1967-1974) puis celui de PDG, d'une entreprise algéro-britannique (1974 -1978). A sa retraite, il a rejoint sa famille aux états unis, où il entama une carrière d'enseignant-chercheur.

AP3

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE SOUK AHRAS
SERVICE DES MARCHÉS PUBLICS
BUREAU D'EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS
NIF 0966.160.196.107.17

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE ET D'INFRACTUOSITÉ

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n°15/247 du 16/06/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation des services publics, la Direction des équipements publics de la wilaya de Souk-Ahras, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale n°17/2017 publié dans les quotidiens nationaux DK NEWS et EL DJAZAIR en date du 14/12/2017 pour la :

Réalisation et équipement d'un siège d'inspection divisionnaire des douanes à Souk-Ahras
LOT 02 équipement bureautique et informatique -LOT 03 : équipement réfectoire et cuisine
LOT 04 réseau divers (informatique, téléphonique, électrique ondulé et détection anti incendie).
LOT 05 : F/P portes blindées pour salle d'armement et chambre forte receveur -LOT 06 : abris pour véhicules -LOT 07 : groupe électrogène
Que ces derniers ont été attribués provisoirement et déclarés infructueux conformément au tableau ci-dessous :

N	LOTS	ENTREPRISE	NOTE TECHNIQUE	NUMÉRO FISCALE	Montant en TTC avant rectification	Montant en TTC après rectification	Délai d'exécution
1	LOT 02 : équipement et informatique	ABAIDI FAOUZI	60.83	197012010143155	23.849.980.00	23.850.622.60	30 jours
2	LOT 03 : équipement réfectoire et cuisine	ZIREG NASSIRA	65	296428010059920	5.598.950.00	5.598.950.00	30 jours
3	LOT 04 : réseau divers (informatique, téléphonique, électrique ondulé et détection anti incendie)	EURL MEBARKI NOUR DINE	66	000441010330664	33.992.350.00	33.992.350.00	30 jours
4	LOT 05 : F/P porte blindée pour salle d'armement et chambre forte receveur	Infructueux					
5	Lot 06 : abris pour véhicules	Infructueux/ LES OFFRES NON CONFORMES AU CAHIER DES CHARGES					
6	Lot 07 : groupe électrogène	SNC MEHLEB MESSAOUD ET FILS	70.66	000606018520383	6.138.020.00	6.138.020.00	02 mois

Tous soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission de la wilaya des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la 1ère publication du présent avis sur les quotidiens nationaux ou dans le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date est prorogée au jour ouvrable suivant et cela conformément à l'article 82 du décret présidentiel n°15/247 du 06/06/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation des services publics.

DK NEWS

Anep : 23000710 du 25/02/2018

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE

Direction de la Santé et de la Population
Établissement Public Hospitalier - El-Oued
MF: 000839019000547.

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de décret présidentiel n°15/247 date du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'établissement public hospitalier d'El Oued informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert n° 03/2018 du 11/01/2018

projet: l'approvisionnement par les produits alimentaires pour l'établissement public hospitalier d'El oued d'année 2018, qu'a l'issue des travaux d'évaluation des offres, le marché a été attribué provisoirement comme ci-dessous:

N°	LOT	ENTREPRISE	MONTANT EN TTC (DA)	NOTE TECHNIQUE	OBS
01	alimentation générale.	Entreprise Boussebia Laiche Chouki	MON MIN : 4.910.971.00 DA MON MAX: 5.918.467.00 DA	73	OFFRE LA MOINS DISANTE.
02	lait et produits laitiers	Entreprise Boussebia Laiche Chouki	MON MIN : 3.428.470.00 DA MON MAX: 4.339.887.50 DA	78	OFFRE LA MOINS DISANTE.
03	fruits et les gumies.	Entreprise Zeghedli Saliba	MON MIN: 6.654.035.00 DA MON MAX: 7.625.140.00 DA	86	OFFRE LA MOINS DISANTE.
04	vandees blanches et oeufs frais	Entreprise Djaber nacira	MON MIN: 4.340.000.00 DA MON MAX: 4.810.000.00 DA	78	OFFRE LA MOINS DISANTE.
05	vandees rouges frais.	Entreprise Hadej Ahmed Khalthoum	MON MIN: 7.280.000.00 DA MON MAX: 7.840.000.00 DA	76	OFFRE LA MOINS DISANTE.
06	pains et gâteaux	Avis d'infructuosité.			

Tous soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics pour l'établissement public hospitalier d'El oued dans un délai de 10 jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP, conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 daté le 16 /09/ 2015, passé ce délai, aucun recours ne sera pris en considération. Les autres soumissionnaires peuvent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, pour cela ils doivent se rapprocher des services de l'établissement au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de ce avis.

DK NEWS

Anep : 805 069 du 25/02/2018

EGYPTE - ALGÉRIE

L'OFA compte ériger une statue à l'effigie de la moudjahida Djamilia Bouhired

L'Organisation de la Femme arabe (OFA) compte réaliser une statue au Caire (Egypte), à l'effigie de la moudjahida Djamilia Bouhired, outre les projets d'un film et d'un livre sur son parcours militant, selon la presse égyptienne.



En marge de la 2e édition du Festival international des films de femmes d'Assouan, dédiée à la moudjahida Bouhired, la présidente de l'OFA, Mirvet Tellaoui a indiqué que la statue sera érigée dans "l'une des rues du Caire", précisant que le film et le livre consacrés à la moudjahida retraceront "le riche parcours militant de Bouhired".

Créée en 2003, l'OFA, organisation gouvernementale activant au sein de la Ligue des Etats arabes, a

pour objectif "la défense de la cause de la femme arabe". La moudjahida Djamilia Bouhired participe actuellement à la deuxième édition de ce festival dont les manifestations se poursuivront jusqu'au 26 du mois en cours.

Outre les projections cinématographiques, les organisateurs de ce festival ont élaboré un riche programme de rencontres et conférences traitant du cinéma et de la cause de la femme.

MUSIQUE

«Conexion», un concert flamenco-jazz présenté à Alger



"Conexion", intitulé d'un concert flamenco-jazz, animé vendredi soir à Alger, par le duo espagnol Juan Gomez Chicuelo et Marco Mezquida, dans une ambiance relevée, devant un public nombreux.

Accueilli à l'Opéra Boualem-Bessaïh, le duo, soutenu par leur compatriote, Paco de Mode à la percussion, a enchanté le public, 80 mn durant, à travers les huit pièces de leur unique album ensemble, au titre repris pour leur concert à Alger.

Epoustouffants de virtuosité, les trois musiciens ont fait montre de toute l'étendue de leurs talents respectifs, étalant leurs nouvelles créations à l'esprit flamenco et aux consonances jazz, sur des cadences composées, où les moindres intervalles harmoniques et rythmiques étaient exploités.

Les sonorités des cordes piquées et les accords renversés de la guitare de Juan Gomez Chicuelo caractérisant le genre flamenco, ont été renforcées par les dissonances harmoniques et les envolées phrastiques de Marco Mezquida au piano, donnant un champ d'expression plus contemporain, ouvert sur l'universalité et le jazz, à une musique représentative d'un genre autochtone.

Dans des arrangements prolongés, conçus pour les prestations en public, les pièces, "Chicuelina", "Al Sol", "A Solas", "Velas", "Engano", "Neuordo", "Lento, andante, trepidante" et "Conexion", ont offert des espaces d'interprétation plus élargis aux trois musiciens qui ont brillé de maîtrise et de technique, se donnant la réplique dans des appels-réponses ahurissants de complexité et de précision.

Le public, applaudissant longtemps "cette belle fusion des genres", de l'avis d'une spectatrice, a savouré le spectacle dans l'allégresse et la volupté.

"Conexion", concert au genre musical introspectif, a mêlé les caractères fougueux du jazz et nostalgique du flamenco, pour permettre une rencontre judicieuse sur une même partition, d'un contenu authentique avec une forme des plus modernes.

Considéré comme l'un des guitaristes flamenco de référence, Juan Gomez Chicuelo a travaillé avec des musiciens de renom, à l'instar d'Enrique Morente ou Diego El Cigala.

Il a notamment composé une partie de la bande originale de "El Quijote", dernier film d'Orson Welles.

Pianiste consacré dans les domaines du jazz et de l'improvisation, Marco Mezquida a reçu de 2011 à 2013, trois prix consécutifs en tant que Musicien de l'Année de l'Association des Musiciens de Jazz de Catalogne.

Il a enregistré 25 albums, dont cinq d'entre eux en tant que leader et a joué dans plus de 30 pays sur 4 continents, avec plusieurs musiciens et groupes des plus influents de la scène du jazz, à l'instar de Jorge Rossy, Giulia Valle, Perico Sambeat et Marc Miralta.

Le concert "Conexion" est organisé sous l'égide du ministère de la Culture, par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), en partenariat avec l'Opéra d'Alger et l'Institut Cervantès d'Alger.

APS

CHANSON

Le groupe artistique El Bahara régale le public et charme les enfants à Tizi-Ouzou

Le groupe artistique El Bahara célèbre par son titre légendaire Djhibouha Ya lewled, a régalié le public et charmé les enfants lors d'un spectacle qu'il animé vendredi à Tizi-Ouzou, a-t-on constaté.

La voix chaude et puissante de Sadek Djemaoui, chanteur du groupe, a résonné dans la salle des spectacles de la maison de la culture Mouloud Mammeri faisant vibrer de nostalgie l'âme des plus de quarante ans, et dessinant la sourire sur les visages des chérubins, créant une ambiance joyeuse, bonne enfant et de communion.

El Bahara a puisé dans ses albums récents et anciens pour interpréter des chansons traitant de l'amour de la patrie, de la paix et de la fraternité, des valeurs qui sont sienne et qu'il sème partout en Algérie à travers ses spec-



taclés dont celui de ce vendredi à Tizi-Ouzou qui rentre dans le cadre d'une tournée nationale.

Un spectacle de clown a ravi l'assistance, notamment les enfants ont été très réactifs aux comédiens.

Certains d'entre eux captivés par le jeu, ont quitté leurs sièges pour se rapprocher de la scène et suivre debout, ce qui se jouait pour eux. Des

cadeaux leur ont été offerts par l'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis partenaire de cette tournée.

Le spectacle s'est terminé en apothéose par l'interprétation des deux chansons emblématiques du groupe du groupe, Djhibouha ya lewled qui est à ce jour entonnée pendant les matchs de foot, et Ya Oustadi, de nombreux enfants sont montés sur

scène, pour accompagner le Chanteur Sadek Djemaoui au milieu d'une scène fleurie par l'emblème national porté.

Dans une déclaration à l'APS, Sadek Djemaoui, qui a interprété en coulisse une chanson en kabyle, a rappelé que cette tournée rentre dans le cadre d'une campagne de sensibilisation contre les fléaux sociaux et la violence dans les stades et en milieu scolaire, mais aussi et surtout pour chanter l'amour de la patrie.

J'apporte avec moi l'espoir que je sème parmi les jeunes, je sème sur mon passage l'amour de la patrie, la tolérance, l'amitié et tous ce qui nous unit car nous n'avons pas une autre patrie que l'Algérie.

Il a aussi salué le public de Tizi-Ouzou et celui des différentes wilayas ou il s'est déjà produit pour sa réaction extraordinaire, qui l'a ému, a-t-il dit.

LIVRE

La famille du défunt Ali Kafi fait don de livres à la BNA

La famille du défunt Ali Kafi, moudjahid et ancien président du Haut Conseil d'Etat (HCE), a fait jeudi, don de livres appartenant au défunt à la Bibliothèque nationale d'Algérie (BNA) d'El-Hamma à Alger, indique un communiqué du ministère de la Culture.

Ce don comporte 1.093 titres dont des ouvrages, des périodiques et des rapports de certaines conférences, outre 133 disques (45 et 33 tours) du patrimoine musical algérien, arabe et maghrébin. Il s'agit de livres en dif-

férentes langues sur l'histoire, la politique, les sciences islamiques, la littérature et la culture universelle. Cette collection de livres, à laquelle un rayon a été réservé à la BNA, sera conservée avec les autres bibliothèques personnelles de personnalités nationales et étrangères dont celle d'Abou Laïd Doudou et de Taleb El Ibrahim.

Le don de la bibliothèque personnelle du défunt Ali Kafi, décédé en avril 2013, a été fait lors d'une cérémonie symbolique, organisée à la BNA,



en présence du ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, de l'épouse du défunt et des membres de

sa famille, ainsi que la directrice de la Bibliothèque par intérim, Hayat Gouni.

2E GRAND PRIX CYCLISTE DE LA VILLE DE MISSERGHINE:

Domination des cyclistes de la ligue d'Aïn Témouchent



Les coureurs de la ligue d'Aïn Témouchent se sont illustrés lors de la course cycliste régionale, du 2ème grand prix de la ville de Misserghine, disputée vendredi sur un circuit fermé de cette commune (Oran).

Pour les seniors qui ont concouru sur une distance de 65 km, en 10 tours, la palme est revenue au cycliste Labdi Hocine du club de la sûreté wilaya de Aïn Témouchent, qui a dominé l'épreuve devant ses coéquipiers Belbachir Ilyes et Soudani Rabie. En juniors qui ont effectué 8 tours, sans conteste, c'est le jeune Nahari Amine du Club Amel El Malah d'Aïn Témouchent qui a montré du mérite pour monter sur la première marche du podium devant Benachour Smail de Tahadi Oued Tlélat et Boukhari Youcef du même club. Chez les cadets concourant sur une distance de 32,5 km, à effectuer en 5 tours, ce fut le jeune Anani Hamza de la protection civile d'Oran, qui remporta l'épreuve devant Smili Belkheir du Nasr Oued Tlélat et Sahraoui Abdenour du club Tahadi Oued Tlélat.

En minimes, sur 32,5 km la première place est revenue à Boukhari Abdellah suivi de Nahari Djawed du club Amel El Malah de Aïn Témouchent et Boumaaza Mohamed Khaled de Naftal Oran. Cette compétition, qui a enregistré la participation de 84 coureurs des catégories, minimes, cadets, juniors et seniors représentant cinq wilayas de l'ouest du pays, à savoir : Mascara, Mostaganem, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès et Oran a été qualifiée d'un "bon niveau technique" par les organisateurs.

Ce rendez-vous sportif a été clôturé par une cérémonie de remise de prix et de cadeaux aux lauréats, en présence des autorités locales et de représentants de la Direction de la jeunesse et des sports d'Oran.

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DE JUDO CADETS : 675 athlètes présents à Ain Defla

Au total 675 judokas des deux sexes activant dans 91 clubs issus de 8 régions du pays prennent part au championnat national de judo cadets, qui a débuté vendredi à la salle omnisports Abdelkader Hamdoud de Ain Defla.

Organisée par la ligue de judo de Ain Defla en collaboration avec la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS), sous l'égide de la Fédération algérienne de judo, cette compétition (en individuel) de deux jours a drainé un fort nombre public avide de sensations et de beaux gestes techniques.

"L'objectif premier de la compétition est d'affûter la préparation des sportifs qui y prennent part", a indiqué le directeur de l'organisation sportive à la Fédération algérienne de judo, Zaïm Hakim, signalant que les sportifs qui se mettront en évidence renforceront l'équipe nationale de judo.

Se félicitant des condi-



tions d'organisation de la compétition, il a émis le souhait de voir l'esprit sportif y régner. Pour sa part, le président de ligue de judo

de Ain Defla, Fodhil Messas, a soutenu que ce rendez-vous sportif sera bénéfique à plus d'un titre à ses éléments dans la mesure où

ils auront à se frotter à des sportifs nettement mieux aguerris.

Reconnaissant que les judokas de Ain Defla sont, dans l'ensemble, d'un niveau tout juste moyen, M. Messas, également membre de la fédération algérienne de judo, a estimé que le développement du judo dans cette contrée était tributaire du renforcement des moyens matériels, citant en guise d'exemple des tapis.

Les catégories de poids concernées par cette compétition sont celles des -40 kg, -44 kg, -48 kg et -52 kg chez les filles, ainsi que celles de -46 kg, -50 kg, -55, -60 et -66 kg chez les garçons.

TENNIS / CIRCUIT PRO-FÉMININ - TOURNOI MOVISTAR III : L'Algérienne Inès Ibbou en quarts de finale

La tennismen algérienne Inès Ibbou s'est qualifiée vendredi pour les quarts de finale du tournoi Movistar III, organisé du 19 au 25 février sur les courts en terre battue de l'Académie Guillermo Villas de Majorque (Espagne), en battant l'Espagnole Eva Guerrero

Alvarez par deux sets à zéro. Un match séré, ayant duré 2h 15min, et qui fut difficilement remporté par la championne d'Afrique de 2015 (7-5, 6-4). En quart de finale, l'Algérienne de 19 ans sera opposée à la Japonaise Aiko Yoshitomi, qui de son côté avait

éliminé l'Espagnole Guiomar Maristany Zuleta De Reales (6-2, 6-2).

Mardi, au premier tour de ce tournoi à 15.000 USD, Ibbou avait sorti en deux sets une jeune allemande, issue des qualifications, en l'occurrence Irina Cantos Siemers (6-0, 6-0). Il s'agit du troisième tournoi consécutif à Majorque pour l'Algérienne, classée 670e mondiale, après les Movistar I et II, auxquels elle avait pris part du 5 au 11 février et du 12 au 18 février, à l'Rafael-Nadal Académie. Dans le Movistar I, qui était son tout premier tournoi en 2018, Ibbou a été éliminée

dès le premier tour, aussi bien en simple qu'en double. Cependant, et dans le tournoi suivant, l'Algérienne a fait un peu mieux, en passant avec succès le premier tour du tableau simple, avant de se faire éliminer au second.

Comme les deux tournois précédents, le Movistar III draine la participation de certaines joueuses relativement bien classées sur le plan mondial, notamment l'Espagnole Estrella Babela-Candela (343e), la Bulgare Isabella Shinikova (381e) et la Slovaque Vivien Juhaszova (392e). (APS)

AVIRON : Ecarté de l'équipe nationale, Boudina charge la Fédération algérienne d'aviron

Le barreur algérien Sid Ali Boudina s'est dit "surpris" d'avoir été écarté de l'équipe nationale d'aviron sans avoir été destinataire d'un courriel officiel de la Fédération algérienne d'aviron.

"Il faut savoir que je n'étais destinataire d'aucun courriel ni coup de fil pour me notifier ma situation. C'est à lecture de la liste envoyée à mon club que je l'ai constaté. Mon incompréhension est totale car je ne connais

pas les motifs réels de cette mise à l'écart, surtout sur le plan sportif", a écrit vendredi Boudina sur son compte facebook. Boudina estime qu'il est "prêt" physiquement pour défendre les couleurs nationales lors des prochaines échéances. "Physiquement, j'aurais été apte à répondre à une sélection. Mes chronos réalisés à l'entraînement peuvent en attester. Après, je ne pense pas avoir commis des écarts disciplinaires passibles de cette

sanction", a fait savoir Boudina. "Je vous laisse le soin d'en juger. En tout cas, je ne souhaite ceci à aucun athlète. Moi qui avais l'intention d'aller chercher des médailles pour mon pays lors des prochaines échéances surtout que je me sens au top de ma forme" a-t-il conclu. Lors des jeux Olympiques 2016 disputés à Rio de Janeiro (Brésil), Boudina s'est classé à la 23e places de l'épreuve d'aviron (Skiff individuel), à l'issue des finales D.

ATHLÉTISME/MONDIAUX-2018 E, SALLE/PERCHE:

Le Brésilien Thiago Braz défie le Français Lavillénie

Le Brésilien Thiago Braz, champion olympique de saut à la perche aux Jeux de Rio-2016, participera aux Mondiaux en salle de Birmingham (Angleterre), du 2 au 4 mars, a confirmé son entraîneur ukrainien Vitaly Petrov vendredi. Agé de 24 ans, Braz retrouvera pour l'occasion le Français Renaud Lavillénie qu'il avait devancé pour l'or aux derniers JO, avec un nouveau record olympique à 6,03 m. Détenteur du record du monde (6,16 m), et champion olympique sortant, Lavillénie, sous les sifflets d'une partie du public, avait pris la médaille d'argent en franchissant 5,98 m au 1er essai. "Nous avons bien travaillé depuis décembre, après une année difficile où il a dû digérer le titre olympique", a expliqué M. Petrov, qui fut l'entraîneur historique de Sergueï

Bubka. Thiago Braz, mal remis d'une blessure, avait renoncé aux Mondiaux en plein de Londres, en août 2017. Après une période à Doha (Qatar) en décembre, Braz a préparé les Mondiaux en salle à Padoue (nord), au sein du groupe de perchistes dirigés par Petrov, dont le Grec Emmanouil Karalis, 18 ans, qui a franchi 5,78 m en février.

Renaud Lavillénie et Thiago Braz ont sauté de concert 5,90 m le 10 février à Rouen, se partageant le succès. Seize perchistes ont franchi 5,75 m et plus dans le monde ces dernières semaines, ce qui promet une compétition relevée à Birmingham. Le Polonais Piotr Lisiek détient la meilleure performance mondiale (MPM) en salle de la saison avec 5,91 m.



LIGUE 1 MOBILIS (21E JOURNÉE) : Le MC Oran désormais intraitable à domicile

Le MC Oran a enchaîné sa quatrième victoire à domicile en l'emportant vendredi face à l'USM El-Harrach (1-0), dans le cadre de la 21e journée de la Ligue 1, confirmant sa résurrection au stade Ahmed-Zabana où l'équipe avait laissé filer pas moins de 11 points lors de la phase aller.

Devant une assistance record que le stade Zabana n'avait pas connue depuis plusieurs années, les Mouloudéens n'ont pas laissé passer l'occasion de s'accrocher à leur deuxième place au classement.

Et si les protégés de Moez Bouakaz sont parvenus à s'offrir le statut de dauphin, c'est après avoir réussi à chasser la "guigne" qui les poursuivait chez eux, comme l'attestent leurs statistiques pendant la phase aller.

Négociant généralement bien leurs déplacements, les Oranais devaient se ressaisir notamment chez eux pour espérer jouer les premiers rôles.

Leur coach suisse-tunisien l'a si bien compris, allant jusqu'à promettre, à l'issue du match à domicile contre la JS Saoura (victoire 1-0) pour le compte de la 14e journée, que son équipe n'allait plus gaspiller d'autres unités à Oran.

Promesse tenue jusque-là, étant donné que les "Hamraoua" enchaînent depuis les succès sur leur terrain, tout en confirmant leur bonne santé à l'extérieur.

Et même si les Mouloudéens sont assurés de rester à la deuxième place à l'issue de la 21e journée qui sera clôturée samedi soir, l'écart qui les sépare du leader, le CS Constantine, n'a pas bougé, à savoir 4 points, après la victoire à domicile des Constantinois face à l'US Biskra (1-0) vendredi.

Dans la foulée, l'entraîneur Bouakaz reste fidèle à sa ligne de conduite, en rappelant, lors de la conférence de presse ayant suivi la rencontre face à l'USMH, que ses joueurs devaient garder les pieds sur terre. "Nous n'avons pas à nous enflammer. Le chemin est encore long pour aspirer garder cette place ou faire mieux.

Nous allons profiter du report de notre match du prochain week-end pour souffler un peu, mais dans trois jours, nous devons reprendre le travail avec tout le sérieux et la concentration voulus", a-t-il averti.

Le MCO devait affronter en déplacement le MC Alger, un autre concurrent direct pour le titre, lors de la prochaine journée, mais la partie a été reportée au 13 mars pour permettre au "Doyen" de préparer son 16e de finale aller de Ligue des champions.

LIGUE 1 DE FOOTBALL (21E JOURNÉE) CLASSEMENT DES BUTEURS : Abid puissance 14

L'attaquant du CS Constantine Mohamed Amine Abid, auteur de l'unique but de son équipe vendredi à domicile face à l'US Biskra (1-0), a conforté sa position en tête du classement des buteurs du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, à l'occasion de la 21e journée devant se poursuivre samedi.

Muet depuis deux journées, le goleador de l'actuel leader de la compétition a renoué avec les filets, offrant une précieuse victoire à son équipe qui se reprend après un bref passage à vide.

Abid est talonné par l'attaquant Oussama Darfalou (11 buts), qui n'a plus marqué depuis sa réalisations en déplacement face au DRB Tadjenanet (3-0) dans le cadre de la 18e journée.

L'ancien joueur du RC Arbaâ aura l'occasion de réduire l'écart avec Abid lors du derby de la capitale samedi face au MC Alger (17h00) au stade du 5-Juillet.

La troisième place du classement est détenue par Mustapha Djallit (JS Saoura) avec 10 buts.

Muet depuis la 17e journée, Djallit pourrait mettre fin à sa stérilité devant les buts samedi à domicile face au CR Belouizdad.

Le meilleur baroudeur au terme de la saison succèdera à Ahmed Gasmî (NAHD), sacré meilleur buteur du championnat lors du précédent exercice avec 14 réalisations, dont 8 sur penalty.

Classement des buteurs :

14 buts : Mohamed Amine Abid (CS Constantine)
11 buts : Oussama Darfalou (USM Alger) 10 buts : Mustapha Djallit (JS Saoura)
8 buts : Samy Frioui (USM Blida)
6 buts : Mohamed Toumi (MC Oran), Zakaria Naïdji (Paradou AC)
5 buts : Hamza Banouh (USM El-Harrach/ES Sétif), Sid-ali Yahia Chérif (JS Saoura), Adil Djabout (JS Kabylie).

APS

LIGUE 2 MOBILIS (21E JOURNÉE) : Les deux clubs de Béjaïa ensemble à la deuxième place, le leader trébuche

Les deux clubs de Béjaïa, le MOB et la JSMB, vainqueurs lors de la 21e journée de Ligue 2 Mobilis disputée vendredi, respectivement (2-1) contre le GC Mascara et (3-2) contre le CA Batna, se sont emparés ensemble de la deuxième place au classement général, avec 39 points chacun, au moment où le leader, l'AS Ain M'illa a été tenu en échec à domicile par l'ASO Chlef (2-2), alors que l'ancien "Dauphin", la JSM Skikda s'est incliné (2-0) chez la lanterne rouge, le CRB Ain Fekroune.

Le MOB avait tué le match dès la première demi-heure de jeu, en ouvrant le score par Semahi (18'), avant de doubler rapidement la mise par Belkacem (26'). La réaction du GCM a été timide et n'a suffi qu'à sauver l'honneur, par Khelloufi (45').

De son côté, la JSMB a joué avec le feu, manquant de très peu de concéder le nul à domicile, car après avoir confortablement mené (3-0), elle s'est faite remontée (3-2) six bonnes minutes avant le coup de sifflet final. Ce qui a joué avec les nerfs des amoureux du club, ayant vécu cette fin de match sur le qui-vive.

Les buts de la JSMB ont été inscrits par Benchaïra (35'), et Belgharbi, auteur d'un doublé aux 19' (sp) et 71', alors que du côté batnéen, ce sont Mebarki (75') et Mahiouz (84') qui avaient trouvé le chemin des filets.

Malgré cette belle réaction, le CAB redevient lanterne rouge, avec 18 points, contrairement à l'ASAM, qui malgré son semi-faux pas à domicile reste leader avec 41 points.

L'issue aurait d'ailleurs pu être beaucoup plus dramatique pour l'ASAM, qui après avoir mené (1-0), grâce à Sahbi, s'est fait renverser (2-1), par Attafen et Boutiba, alors qu'il ne restait plus

qu'une poignée de secondes à jouer dans le temps réglementaire.

Pire encore, le leader était réduit à dix après l'expulsion de son capitaine Abdeslam Rihane, alors que Chouaïb Debbih s'était permis le luxe de rater un penalty (75').

Il a fallu attendre la 90'+7, et cette ultime seconde du temps additionnel, pour voir surgir Sahbi, et inscrire le but de l'égalisation, qui a redonné vie à l'emble du camp M'illi.

L'ancien Dauphin, la JSM Skikda n'a pas eu cette chance, puisqu'il s'est incliné (2-0) chez le mal classé, le CRB Ain Fekroune, grâce notamment à Korichi (25') et Ghellab (81').

Un précieux succès qui permet aux "Tortues" d'abandonner la dernière place du classement général au CA Batna, alors que la JSMS rétrograde à la 4e place avec 38 points. Soit à une petite longueur de la deuxième place qu'elle occupait précédemment.

Les autres bonnes affaires de cette 21e journée ont été réalisées par le CA Bordj Bou Arreridj et par le RC Kouba, même si leurs situations actuelles sont diamétralement opposées, car si les Criquets se sont hissés à la 4e place, ex aequo avec la JSMS, après leur victoire contre le MC El



Eulma (2-0), les Koubéens se sont juste éloignés de la zone rouge, en se replaçant à la 11e place, après leur victoire (2-1) contre l'Amel Boussaâda.

Après l'ouverture du score par Larbi-Chérif (74'), l'ABS avait réussi à égaliser par Baïli (86'). Ce qui avait donné des sueurs froides aux nombreux fans du Raed, qui ont dû attendre la 90'+3 pour voir Boumaïza leur offrir la victoire.

Dans le choc CA Bordj Bou Arreridj - MC El Eulma, l'arbitre a brandi deux cartons rouges dès le premier quart d'heure de jeu, respectivement pour Farid Mellouli (MCEE) et Ilyès Kourbiaa (CABBA) qui juste avant sa sortie avait donné l'avantage au siens (1-0).

C'est finalement Bouhake qui a doublé la mise à l'heure de jeu, propulsant les Criquets à la 4e place du

classement général, qu'ils partagent ex-aequo avec la JSMS, avec 38 points chacun, alors que le MCEE reste premier club reléguable, avec seulement 20 unités au compteur.

Enfin, les derbies de l'Ouest se sont tous les deux soldés par des nuls: (0-0) à Relizane et (1-1) à Tlemcen.

Ce sont donc le MC Saïda et l'ASM Oran qui ont réussi de bonnes affaires, à un degré moindre peut-être pour les clubs de M'dina J'dida, car ayant commencé par mener (1-0) chez le WA Tlemcen, grâce Benouis (26'), avant de concéder l'égalisation sur un penalty de Belhadj à la 74'.

Malgré cette belle réaction, le WAT reste premier club non reléguable avec 21 points, au moment où le RCR, l'ASMO et le MCS restent pile au milieu du tableau, respectivement entre la 6e et la 8e place.

LIGUE 1 MOBILIS (21E JOURNÉE) : Le CSC respire, le MCO confirme

Le CS Constantine, le leader de la Ligue 1 Mobilis de football qui restait sur une série de contre-performances dont un 3-0 contre le MC Alger la semaine dernière, a renoué avec le succès lors de la 21e journée, en battant vendredi le mal-classé US Biskra (1-0), au moment où le Dauphin MC Oran a enfoncé l'autre mal-classé, l'USM El Harrach (1-0), alors que dans le bas du tableau la JS Kabylie a remporté une précieuse victoire dans la course au maintien, en dominant l'USM Bel-Abbès (2-1).

Une courte mais importante victoire pour les Sanafir, assurée dès la 5e minute par leur maître-artilleur Mohamed-Amine Abid, ayant consolidé par la même occasion sa première place au classement des meilleurs buteurs, avec 14 réalisations.

LIGUE 1 MOBILIS DE FOOTBALL : Le NAHD préserve sa série d'invincibilité et confirme sa solidité

Le NA Hussein-Dey, auteur vendredi d'un nul en déplacement face au Paradou AC (1-1), a enchaîné un 14e match sans défaite, faisant preuve d'un mental de fer, à l'occasion de la 21e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football.

Sous la conduite de l'entraîneur Dziri Billel, les "Sang et Or" sont en train d'impressionner par leur solidité

qui leur permet à chaque fois de s'extirper de situations difficiles et d'éviter des défaites certaines.

Devant une équipe du PAC qui restait pourtant sur trois succès de rang, le Nasria est allé puiser dans ses ressources pour remettre les pendules à l'heure à la 84e minute de jeu par l'entre-mise de Walid Allati.

Lors de la réception du leader, le leader était réduit à dix après l'expulsion de son capitaine Abdeslam Rihane, alors que Chouaïb Debbih s'était permis le luxe de rater un penalty (75').

Il a fallu attendre la 90'+7, et cette ultime seconde du temps additionnel, pour voir surgir Sahbi, et inscrire le but de l'égalisation, qui a redonné vie à l'emble du camp M'illi.

Un précieux succès qui permet aux "Tortues" d'abandonner la dernière place du classement général au CA Batna, alors que la JSMS rétrograde à la 4e place avec 38 points. Soit à une petite longueur de la deuxième place qu'elle occupait précédemment.

Les autres bonnes affaires de cette 21e journée ont été réalisées par le CA Bordj Bou Arreridj et par le RC Kouba, même si leurs situations actuelles sont diamétralement opposées, car si les Criquets se sont hissés à la 4e place, ex aequo avec la JSMS, après leur victoire contre le MC El

Eulma (2-0), les Koubéens se sont juste éloignés de la zone rouge, en se replaçant à la 11e place, après leur victoire (2-1) contre l'Amel Boussaâda.

Après l'ouverture du score par Larbi-Chérif (74'), l'ABS avait réussi à égaliser par Baïli (86'). Ce qui avait donné des sueurs froides aux nombreux fans du Raed, qui ont dû attendre la 90'+3 pour voir Boumaïza leur offrir la victoire.

Dans le choc CA Bordj Bou Arreridj - MC El Eulma, l'arbitre a brandi deux cartons rouges dès le premier quart d'heure de jeu, respectivement pour Farid Mellouli (MCEE) et Ilyès Kourbiaa (CABBA) qui juste avant sa sortie avait donné l'avantage au siens (1-0).

C'est finalement Bouhake qui a doublé la mise à l'heure de jeu, propulsant les Criquets à la 4e place du

avant-dernière place du classement général, avec désormais quatre longueurs de retard sur les deux premiers clubs non reléguables, l'USB et la JSK.

Dans le derby algérois, entre le Paradou AC et le NA Hussein Dey, l'équipe locale a commencé par mener au score, grâce à son buteur-maison Zakaria Naïdji (60'), avant de se faire rejoindre (1-1) par les Sang et Or, grâce à Allati, ayant transformé un penalty à la 76'.

Un résultat équitabile, qui maintient les deux clubs de la capitale au pied du podium, respectivement 4e et 5e, avec 32 et 31 points.

Les quatre matchs restants de cette 21e journée se joueront samedi, à savoir : Olympique de Médéa - ES Sétif, JS Saoura - CR Belouizdad, USM Blida - DRB Tadjenanet et le derby algérois USM Alger - MC Alger.

o). Depuis, l'équipe husseindéenne a enregistré 9 matchs nuls et 5 victoires. Le NAHD, dont l'objectif principal est de terminer la saison sur le podium, accueillera la JS Saoura samedi prochain dans le cadre de la 22e journée tout en visant un résultat qui lui permettrait de préserver sa belle série d'invincibilité et du coup continuer sa marche en avant.

EUROPA LEAGUE DE FOOTBALL/ VIOLENCE: Zidane condamne les heurts entre supporters de Bilbao et du Spartak Moscou

L'entraîneur du Real Madrid (Liga espagnole de football) Zinédine Zidane a regretté vendredi les heurts survenus entre supporters de l'Athletic Bilbao et du Spartak Moscou jeudi avant le match de l'Europa League, causant la mort d'un policier victime d'un infarctus en marge de ces heurts.

"En général, je n'aime pas du tout la violence, où qu'elle soit. Pas seulement dans le football, où qu'elle soit. La violence est une très mauvaise chose. Quand ce genre de choses arrivent, c'est difficile à comprendre", a dit le technicien français en conférence de presse.

Cette rencontre des 16es de finale d'Europa League jeudi soir à Bilbao a été précédée d'affrontements entre supporters et assombrie par le décès de ce policier basque de 51 ans, qui faisait partie du large dispositif de sécurité mis en place aux abords du stade San Mamés, en prévision du choc entre ultras. Au moins neuf personnes ont été arrêtées, selon la police.

"Nous espérons que ce genre de choses ne se reproduise jamais dans un stade de football.

Nous sommes désolés de ce qui s'est produit, la mort de ce policier de Bilbao et nous pensons à sa famille, c'est le plus important.

(...) Les gens, quand ils viennent au stade, c'est pour voir un match de football avec leurs enfants, leurs proches et que ce soit un jour de fête. C'est ce que nous souhaitons tous", a-t-il conclu.

La Liga espagnole de football (La-Liga) a annoncé vendredi qu'une minute de silence serait observée avant tous les matches de première et deuxième division ce week-end en mémoire du policier décédé.

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE/ NEWCASTLE: Slimani "out" contre Bournemouth (Benitez)

L'attaquant international algérien Islam Slimani ne fera pas ses débuts ce week-end avec Newcastle face à Bournemouth puisqu'il a réchuté en contractant une nouvelle blessure lors de la dernière séance d'entraînement, a annoncé vendredi son entraîneur Benitez.

Tout était parfait pour lui, il se sentait bien. Mais lors de la dernière séance d'entraînement, il a senti des douleurs au niveau de l'ancienne blessure. Il sera absent pendant au moins deux semaines", a déclaré le coach Rafael Benitez en conférence de presse. Le buteur algérien a été prêté cet hiver par Leicester City jusqu'à la fin de la saison. Il pourrait revenir pour la rencontre de Premier League face à Southampton le 10 mars prochain.

Slimani avait rejoint Leicester en 2016 en provenance du Sporting Lisbonne (Portugal) avec lequel il avait inscrit 57 buts en 111 apparitions.

APS

JSK 2 - USMBA 1

Les Canaris ne veulent pas mourir

Comme prévu, le stade du 1er-Novembre était plein comme un oeuf à l'occasion du retour de la JSK à Tizi Ouzou. Il fallait se rendre dès les premières heures au stade pour pouvoir accéder aux gradins.

F. MENAD

D'ailleurs, les retardataires ont été contraints de rebrousser chemin pour suivre le match sur le petit écran. A moins d'une demi-heure du coup d'envoi de la rencontre, les portes du stade ont été fermées.

Le stade du 1er-Novembre s'est avéré encore une fois très exigu pour contenir tous les supporters qui attendaient patiemment le retour de leur équipe favorite à Tizi Ouzou.

Depuis le décès tragique de l'attaquant camerounais Ebossé à la fin de la rencontre face aux Rouge et Noir de Soustara en 2015, les supporters kabyles ont fui le stade du 1er novembre de Tizi-Ouzou et leur équipe par peur et puis la mauvaise gestion de l'ex-président Hannachi pour eux c'est lui le mal de la JSK aujourd'hui ont répondu à l'appel du nouvel homme fort des Canaris et c'est pour cela qu'ils ont pris d'assaut le stade du 1er-Novembre dès les premières heures de la matinée.

Le retour de l'équipe à Tizi Ouzou a suscité un engouement sans précédent chez les supporters des Canaris. Ils sont venus de toutes les contrées de la Kabylie comme en témoignent les banderoles accrochées dans les gradins.

Toutes les contrées étaient représentées, ce qui a créé une ambiance particulière hier dans les gradins.



Il était rare de voir une telle ambiance lorsque la JSK traversait des moments difficiles. D'ailleurs, c'est la première fois qu'une affiche JSK-USMBA draine une grande foule.

Les supporters ne se seraient jamais déplacés en grand nombre pour apporter leur soutien à leurs favoris face à L'USMBA.

Ceux qui habitent en dehors du chef-lieu de wilaya entre autres Larbaâ Nath Irathen, Azazga, Draâ El Mizan, Azzeoufou, Adekar, Tazmalt, Ouadhias, Ath Ouacif, Beni Douala Akbou et Chabete Lameur de Boumerdès se sont présentés au stade dès l'ouverture des portes du stade du 1er novembre de Tizi-Ouzou.

Pour soutenir leur équipe

pour arracher la victoire et sortir de la zone rouge à Tizi Ouzou, ils se sont levés tôt pour se rendre au stade.

Vu que les gradins étaient archicomblés une demi-heure avant le coup d'envoi de la rencontre, les responsables du stade ont été contraints de fermer les portes pour éviter d'éventuels débordements.

La seule tribune restée vide, c'est celle située à côté du tunnel menant aux vestiaires pour la sécurité des joueurs. L'entrée était gratuite, mais on n'a enregistré aucun incident. C'était la fête que ce soit dans les gradins ou aux alentours du stade. Pour remercier les supporters qui n'ont cessé de se déplacer avec l'équipe lors des journées précédentes, le nouveau président de la JSK Cherif Mellal a décidé que

l'entrée soit gratuite jusque la fin de saison.

Applaudissement et ovation pour les camarades de Boulif C'est avec un tonnerre d'applaudissements que les supporters kabyles ont accueilli leurs joueurs.

Dès que ces derniers ont pénétré sur le terrain, ils se sont levés comme un seul homme pour applaudir leurs joueurs. Cela a fait énormément plaisir aux équipiers du capitaine Saïd Belkalem, lesquels ont promis à leurs fans de faire le maximum pour leur offrir les trois points et aussi de sauver l'équipe de la relégation.

Les supporters n'ont cessé de soutenir leur équipe tout au long de la rencontre jusqu'au coup de sifflet final de l'homme en noir.

CHAMPIONNAT SAOUDIEN DE FOOTBALL/ OHOD FC : L'entraîneur tunisien Kenzari succède à Neghiz

Le technicien tunisien Maher Kenzari est devenu le nouvel entraîneur d'Ohod FC (Div.1 saoudienne de football) en remplacement de l'Algérien Nabil Neghiz, limogé, a annoncé le club vendredi soir sur son compte twitter.

Kenzari est le troisième entraîneur de l'équipe, basée à Médine, cette saison après Neghiz qui avait dirigé le club en 12 matchs et le Saoudien Abdelwaheb Harbi qui avait entamé l'exercice 2017-

2018 avant de céder sa place au terme de la 9e journée.

La formation saoudienne occupe la 13e et avant-dernière place avec 18 points, à cinq journées de l'épilogue.

Le club d'Ohod compte au sein de son effectif trois Algériens, en l'occurrence le gardien de but Azzeddine Doukha, le défenseur Nacereddine Khoulal et l'attaquant Mohamed Boulaouidet.



LIGUE 1 MOBILIS :

L'USM Bel-Abbès en danger, l'entraîneur Cherif El Ouezzani crie à l'injustice

L'USM Bel Abbès, qui a es-suyé vendredi sur le terrain de la JS Kabylie sa deuxième défaite de rang (2-1) pour le compte de 21 journées de Ligue 1, n'est désormais qu'à deux unités de la relégation en Ligue 2 Mobilis de football.

Les gars de la "Mekerra" payent la défalcation, sur décision de la Fédération internationale de football, de six points de leur compteur, au moment où les promesses des dirigeants du club de récupérer ces points n'ont toujours pas été concrétisées. L'issue du match de Tizi Ouzou contre une formation mal en

points jouant sa survie parmi l'élite, les protégés de Cherif El Ouezzani devaient au moins revenir avec un nul, eux, qui restaient sur une lourde défaite à domicile face au MC Oran (5-2), mais ils ont finalement perdu le pari. L'entraîneur Cherif El Ouezzani, lui, s'est empressé à l'issue du match à pointer du doigt l'arbitre de la partie, lui imputant la responsabilité de la défaite, en sifflant d'abord un penalty imaginaire au profit des locaux et en nous en privant en toute fin de partie d'un autre des plus valables, a-t-il déclaré à la presse à l'is-

sue de la rencontre. Le champion d'Afrique avec la sélection algérienne en 1990 a, en outre, déploré les conditions extra-sportives dans lesquelles s'est déroulée la partie, estimant que "la JSK devait descendre en Ligue 2 si elle le méritait". "Même les grands clubs ont joué en deuxième palier. On ne devrait donc pas recourir à des moyens extra-sportives pour sauver la JSK ou une autre

formation de la relégation si elle méritait un tel sort", s'est encore exclamé le coach de l'USMBA plus que jamais sous pression.



BATSHUAYI VICTIME D'INSULTES RACISTES

Après le nul du Borussia Dortmund sur le terrain de l'Atalanta Bergame (1-1), en seizième de finale retour de la Ligue Europa, Michy Batshuayi a affirmé avoir été la victime d'insultes racistes. Avec fatalisme, l'attaquant belge a confirmé l'information sur son compte Twitter. Le joueur prêté par Chelsea s'étonne encore de tels actes en 2018.



James fait désormais l'unanimité

En passe d'être définitivement adopté par le Bayern Munich, James Rodríguez est en train de réussir à se relancer au sein du club bavarois. Focus. James Rodríguez, actuellement touché au mollet, réalise un début d'année canon après un début de saison d'acclimatation. L'ancien monégasque fait désormais l'unanimité au point d'avoir convaincu ses dirigeants de le conserver. Parti du Real Madrid après un conflit larvé avec Zinédine Zidane et un accès chargé de frustration, James a pris le temps de s'adapter afin de pouvoir exprimer enfin son immense talent en terres bavaroises. Un parallèle intéressant est d'ailleurs à établir entre les belles performances de James en Bavière et les difficultés de Zidane et de son Real manquant gravement de profondeur de banc à Madrid. S'il ya quelque chose que l'on peut reprocher, en l'état, au coach double champion d'Europe et champion d'Espagne, c'est la gestion du cas du Colombien.

Pjanic : «Nous voulons tout gagner»

Le milieu de terrain de la Vieille Dame s'attend à une lutte acharnée avec Naples pour le titre en Série A.

Encore en course dans toutes les compétitions, la Juventus Turin n'entend pas se rendre et possède l'ambition d'aller au bout selon son milieu de terrain, Miralem Pjanic. Les Bianconeri ont remporté le Scudetto au cours des six dernières saisons consécutives, tout en remportant la Coupe d'Italie au cours des trois dernières années. Cependant, ils n'ont pas réussi à gagner la Ligue des champions, perdant en finale en 2015 et en 2017. "Il est dommage que Naples ait été éliminé de la Ligue Europa, parce qu'ils auraient pu aller jusqu'au bout et peut-être gagner cette compétition", a déclaré Pjanic à Sky.

"Je pense que nous allons nous battre avec Naples jusqu'à la fin, et le match contre eux pourrait être décisif. Ils vont à 1000km/h, mais nous voulons tout gagner. Nous sommes ici pour gagner le Scudetto et arriver en finale de la Coupe d'Italie et de la Ligue des Champions. Nous sommes des joueurs qui visent à tout gagner, pas seulement une compétition", a-t-il assuré.

Une prolongation en vue pour De Gea ?

Cible de longue date du Real Madrid, David De Gea serait en passe de parapher un nouveau contrat avec Manchester United, d'après les informations du journal anglais The Times. Lié jusqu'en juin 2020 avec les Red Devils de José Mourinho, le gardien espagnol signerait ainsi un bail lui permettant de percevoir plus de 220 000 livres par semaine, soit 250 000 euros hebdomadaires. Si elle se confirme, cette information constitue une excellente nouvelle pour la formation mancunienne, décidée à conserver le dernier rempart de 27 ans.



Milic débarque à Naples
Sans club depuis son départ de l'Olympiakos Le Pirée, le latéral gauche Hrvoje Milic s'est déjà trouvé un nouveau point de chute. L'international croate rejoint la Serie A où il s'est engagé jusqu'au mois de juin prochain la formation de Naples. Il arrive pour pallier la blessure de Faouzi Ghoulam. A noter que ce dernier connaît déjà le championnat italien puisqu'il a évolué à la Fiorentina de 2016 à 2017.

Hazard va toucher le gros lot

Courtisé par le Real Madrid, le meneur de jeu de Chelsea, Eden Hazard devrait voir son salaire exploser la saison prochaine, quel que soit son choix. «Je suis heureux ici. Je joue à Chelsea depuis six ans. On ne sait jamais ce qui peut arriver dans le futur, je n'y pense pas. Je ne pense qu'au match de demain», avait réagi Eden Hazard mardi en conférence de presse, en marge de la réception du FC Barcelone (1-1) à Stamford Bridge comptant pour les huitièmes de finale aller de la Ligue des Champions. Une réponse convenue (que pouvait-il dire d'autre à cet instant précis ?), mais est-elle suffisante pour calmer les rumeurs de son possible transfert en fin de saison ?



ALGÉRIE - SATELLITE

Alcomsat-1 : premiers tests de communication via le satellite effectués "avec succès"



Les premiers tests de communication via le satellite algérien de télécommunications (Alcomsat-1), lancé en décembre dernier, ont été effectués "avec succès", a indiqué vendredi le ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique.

Lors de sa visite jeudi dans la wilaya de Tamanrasset, la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Imane-Houda Faraoun, s'est rendue à la station terrestre relevant d'Algérie Télécom Satellite (ATS), où elle a assisté au premier test en condition réelle du premier transpondeur activé en bande Ku sur le satellite ALCOMSAT1, assuré par les ingénieurs d'ATS en étroite collaboration avec les ingénieurs de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), a-t-on précisé de même source.

"Cet événement initiera une longue série de tests des différents transpondeurs du satellite Alcomsat-1 à travers tout le territoire national", a-t-on ajouté.

A cette occasion, la ministre a effectué, via le satellite Alcomsat-1, une communication téléphonique avec le directeur général de l'ASAL, Azzedine Oussedik, durant laquelle elle a exprimé sa satisfaction du "test concluant" et ses félicitations aux techniciens et ingénieurs de l'ASAL et d'ATS.

Le satellite de télécommunications Alcomsat-1 a été lancé avec succès le 11 décembre, porté par le lanceur chinois Long March 3B, depuis la Chine.

Alcomsat-1 est un outil multi-missions qui a pour objectif le renforcement de la souveraineté nationale en matière de télécommunications, à travers la mise en place d'un réseau de transmissions approprié, performant et sécurisé.

Doté de 33 transpondeurs, il fournira des services télévisuels, de transmission audio, de télé-enseignement, de télé-médecine et de visioconférence entre autres.

Il permettra la continuité de fonctionnement des services de télécommunications en cas de catastrophes naturelles majeures et l'augmentation de la capacité du réseau national de télécommunications.

La surveillance des frontières fait, également, partie des objectifs du nouveau satellite, qui vise également la délocalisation des activités et services concentrés au nord du pays grâce à un réseau de télécommunications optimisé et la réduction des coûts d'exploitation actuels liée à l'utilisation de la capacité spatiale fournie par des systèmes de télécommunications internationaux.

Fruit d'un partenariat avec la Chine, ce nouveau satellite permettra la diffusion de l'internet très haut débit sur la bande KA qui couvre l'ensemble du territoire algérien et d'arroser en moyen débit les utilisateurs en Afrique du Nord via la bande Ku qui couvrira, en plus de l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, le Sahara occidental, le Mali, le Niger, le Burkina-Faso, la Libye, la Tunisie, le nord du Tchad et le nord du Soudan.

Piloté par des ingénieurs algériens depuis les stations terrestres de Bouchaoui (Alger) et Boughezoul (Médéa) et dont plus de 300 ont été formés dans le contrôle, l'exploitation, l'expertise et l'assemblage du satellite, Alcomsat-1, qui émet aussi sur la Bande L et couvre une bonne moitié de l'hémisphère Nord de la terre, permettra d'optimiser la qualité du signal des satellites de géolocalisation (GPS, GLONASS, Galileo) et de diminuer les risques de brouillage ou de détérioration volontaire des signaux.

APS

ALGÉRIE - ESTONIE

Le Président Bouteflika félicite son homologue estonien à l'occasion de la fête nationale de son pays

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations à la présidente de la République d'Estonie, Mme Kersti Kaljulaid à l'occasion de la fête nationale de son pays, lui réitérant son "entière détermination" à œuvrer au raffermissement du dialogue politique entre les deux pays.

"Il m'est très agréable de m'associer à la célébration de la fête nationale de votre pays en vous adressant en mon nom personnel et au nom du peuple et du gouvernement algériens, nos chaleureuses félicitations accompagnées de mes vœux de bien-être personnel pour vous même, de progrès et de prospérité pour le peuple estonien", a écrit

le chef de l'Etat dans son message.

"Je saisis cette occasion pour vous réitérer mon entière détermination et celle du gouvernement algérien, à œuvrer, avec vous, au raffermissement du dialogue politique ainsi que de la qualité des relations d'amitié et de coopération entre nos deux pays", a souligné le Président Bouteflika.



ALGÉRIE - TANZANIE

Enseignement supérieur : Alger et Dodoma veulent renforcer les échanges

L'Algérie et la Tanzanie ont convenu d'encourager les responsables de leurs universités respectives à nouer plus de contacts directs notamment par les échanges de visites d'études et l'envoi de délégations d'experts, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Cette volonté a été exprimée lors d'un entretien accordé jeudi après midi par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar à l'ambassadeur de la Tanzanie en Algérie, Omar Yussuf Mzee, a précisé la même source.

Les deux parties ont convenu de l'invitation d'enseignants de rang magistral à prendre part aux colloques et séminaires qu'organisent les universités des deux pays, ainsi que les opérations de jumelage entre les établissements universitaires et centres de recherches scientifiques, a encore ajouté la même source. Les deux responsables ont également abordé nombre de questions notamment celle relative à l'octroi de bourses d'études, sachant qu'environ 250 étudiants tanzaniens étudient dans les universités algériennes, a relevé le communiqué, soulignant que le diplo-

mate tanzanien a sollicité la partie algérienne en vue d'augmenter le nombre de bourses d'études octroyées aux étudiants de son pays désirant poursuivre leurs études en Algérie. M. Hadjar et M. Mzee ont examiné en outre "l'état des relations bilatérales dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ainsi que les voies et les moyens susceptible de les renforcer davantage, vu que le niveau de la coopération demeure faible et ne reflète nullement le degré d'amitié qui lie les deux pays", a conclu la même source.

ALGÉRIE - ONU

L'Algérie élue vice-présidente de la Commission du désarmement des Nations unies

L'Algérie a été élue par acclamation à la vice-présidence de la Commission du désarmement des Nations unies pour l'année 2018, a-t-on appris auprès de la mission permanente de l'Algérie à New York. Cette élection témoigne une

fois de plus de la reconnaissance du rôle et de l'engagement de l'Algérie en faveur de la réalisation des objectifs de désarmement et de la non-prolifération.

Cette année, la Commission aura à examiner deux théma-

tiques : la réalisation de l'objectif du désarmement nucléaire, et la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Créée en 1978, la Commission du désarmement est un organe subsidiaire de l'Assem-

blée générale des Nations Unies et composée de tous les Etats membres. Elle a pour mandat de formuler des recommandations sur diverses questions liées au désarmement, à la non-prolifération, et à la sécurité internationale.

MALI - ALGÉRIE

Ibrahim Boubacar Keïta : "L'Algérie est un partenaire important"

L'Algérie est un partenaire "important" et la relation avec le Mali "va au mieux", a affirmé jeudi le président malien Ibrahim Boubacar Keïta.

"L'Algérie est un partenaire important. Je n'ai aucune pression de sa part et notre relation va au mieux", a indiqué le président malien dans une interview accordée au journal Le Monde, rappelant que c'est le gouvernement malien qui l'a sollicité pour jouer un rôle dans les négociations intermaliennes.

"C'est nous qui avons décidé d'aller en Algérie et de lui donner le rôle qu'elle joue encore aujourd'hui dans les négociations intermaliennes. Alger préside le comité de suivi de l'accord et nous aide en matière de formation militaire. Avec la France, nous discutons souvent à trois d'ailleurs", a-t-il expliqué, soulignant que le Mali, qui partage 1360 km de frontière avec l'Algérie, a aussi une histoire de soutien à la révolution algérienne pour l'indépendance.

En ce qui concerne l'application de

l'Accord d'Alger, signé en 2015 entre le gouvernement malien et les groupes politico-militaires du nord, le président Boubacar Keïta a indiqué que son gouvernement a fait "sa part du travail", relevant que "cela a pris du temps, presque huit mois, pour que les parties maliennes se parlent".

"Nous attendons depuis près d'un an que certains groupes armés nous transmettent leur liste de combattants dans le cadre du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

On a besoin de ces listes pour mettre en œuvre notre réforme de la défense et déployer les brigades mixtes composées de soldats de l'armée malienne et d'anciens combattants des groupes armés", a-t-il expliqué, précisant que sur le plan institutionnel, son gouvernement "a favorisé l'application de l'accord avec la création d'un Sénat pour aider l'intégration des institutions traditionnelles et historiques, qui ont un rôle à jouer".

Sur le plan sécuritaire, il a affirmé que

les terroristes "ne contrôlent plus de grands espaces", soulignant qu'il n'y a "pas de groupes armés à proprement parler".

"Ce ne sont que des phénomènes sporadiques, avec des engins explosifs improvisés au passage de troupes de l'armée ou de la mission des Nations unies.

C'est, selon moi, une croissance de ce qui se passe dans le Grand Nord", a-t-il expliqué, reconnaissant que cette guerre contre le terrorisme est "d'une extrême dureté".

"L'ennemi est invisible et cruel. Pour les avoir vus sur le terrain, les soldats maliens sont loin d'avoir le moral dans les talons. Il ne faut pas demander l'impossible à une armée qui, il y a cinq ans, n'avait pas d'équipements, pas de formation et qui vient tout juste d'acquérir cinq avions achetés au prix fort", a-t-il ajouté.

Au sujet de la neutralisation, en début février, d'un groupe de terroristes, le président malien a indiqué qu'il s'agit de "23 djihadistes" dont des "hauts responsables" parmi eux.